

Rapport annuel 2011

Coopération internationale de la Suisse



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Direction du développement et de la coopération (DDC)

Rattachée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), la DDC est l'agence en charge de la coopération internationale. Ses activités englobent les domaines ci-après:

La **Coopération régionale** se concentre sur ses pays prioritaires en Afrique, en Asie et en Amérique latine, ainsi que sur certains pays et régions en conflit, où elle appuie les habitants et divers organismes dans leurs efforts pour vaincre la pauvreté et surmonter les problèmes de développement. Les banques régionales de développement sont d'importants partenaires.

La **Coopération globale** permet à la Suisse de participer au financement et aux activités de diverses organisations de l'ONU, d'institutions financières internationales (Banque mondiale et banques régionales de développement) et de réseaux mondiaux. Par l'intermédiaire de ses programmes globaux, la DDC contribue à faire face aux risques mondiaux (changement climatique, sécurité alimentaire, pénuries d'eau et migration) qui exercent une grande influence sur les perspectives de développement des pays pauvres.

L'**Aide humanitaire** de la Confédération et le Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) sauvent des vies et atténuent les souffrances en déployant aide

d'urgence et travaux de reconstruction après des catastrophes naturelles et dans les régions en conflit. L'Aide humanitaire participe également à des mesures de prévention et s'engage en particulier aux côtés des victimes de crises et de conflits.

La **Coopération avec l'Europe de l'Est et la Communauté des États indépendants (CEI)** soutient les processus de réforme politique et économique dans les Balkans occidentaux, dans le Caucase et en Asie centrale. Elle est aussi en charge de la contribution à l'élargissement destinée aux nouveaux États membres de l'UE.

La DDC emploie environ 1500 personnes en Suisse et à l'étranger, y compris les collaboratrices et collaborateurs locaux, et les fonds qu'elle a engagés se sont montés à 1,7 milliard de francs en 2011. Sa direction est assurée par Martin Dahinden.

Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

Le domaine Coopération et Développement économiques du SECO élabore et met en œuvre des mesures de politique économique et commerciale au profit de certains pays en développement avancés et en transition, ainsi qu'en faveur des nouveaux États membres de l'UE (contribution à l'élargissement). Le SECO fait partie du Département fédéral de l'économie (DFE).

Le SECO poursuit les objectifs principaux suivants: aider les pays partenaires à s'intégrer dans l'économie mondiale et à suivre une croissance économique durable, afin d'atténuer la pauvreté. Il est chargé de coordonner les relations de la Suisse avec le groupe de la Banque mondiale et les banques régionales de développement.

Il vise en priorité à instaurer une **situation économique stable**, à renforcer la **compétitivité**, à **diversifier les échanges**, à mobiliser des **investissements suisses et étrangers** et à améliorer l'**infrastructure de base**.

Les questions ayant trait à l'énergie, à l'environnement, au climat et à la gouvernance économique revêtent également une importance particulière. La direction du SECO est assurée par Mme la Secrétaire d'Etat Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch. Le domaine Coopération et Développement économiques du SECO compte 70 collaboratrices et collaborateurs et a consacré 268 millions de francs à ses activités en 2011. Il est dirigé par l'Ambassadeur Béatrice Maser Mallor. |

Le contexte politique du développement	4
Pays et régions prioritaires de la DDC et du SECO 2011	6
Coopération bilatérale et aide humanitaire – résultats 2011	9
– Afrique subsaharienne	11
– Afrique du Nord, Proche-Orient et Moyen-Orient	17
– Asie	21
– Amérique latine	25
– Europe de l'Est et CEI	31
Coopération multilatérale – résultats 2011	35
Défis mondiaux – résultats 2011	38
– Changement climatique	38
– Sécurité alimentaire	39
– Migration	39
– Eau	39
– Gouvernance économique	40
Partenariats institutionnels	42
Annexe: Statistiques 2011	43

Plus de démocratie, plus de justice et de meilleures conditions économiques: telles étaient les revendications des millions de personnes qui sont descendues dans les rues lors du Printemps arabe en 2011. Aujourd'hui, le processus de renouveau politique, économique et social reste grevé d'incertitudes. C'est le cas en Egypte, en Libye et en Tunisie, mais aussi dans de nombreux pays fragiles ou en proie à un conflit, tels Haïti et l'Afghanistan.

La frontière est parfois bien mince entre stabilité et instabilité. À cet égard, les pays en transition et les États fragiles placent la coopération internationale devant des défis de taille. Dans ces pays qui manquent d'emplois, de services sociaux, de sécurité, d'un système juridique viable et d'institutions étatiques à même d'assurer ces prestations, l'Aide humanitaire a pour objectif de remplacer dans les plus brefs délais l'aide d'urgence par des prestations s'inscrivant dans le cadre de la coopération au développement. Pour cela, des bases solides sont indispensables.

Face aux bouleversements en Afrique du Nord, le Conseil fédéral a décidé, en mars 2011, de renforcer l'action à moyen terme de la Suisse dans la région. L'aide porte sur la transition démocratique, le développement économique, la création d'emplois, la migration et la protection des plus démunis.

Même dans un monde en mutation permanente, des avancées dans le domaine du développement sont possibles, comme l'indique le rapport annuel de la coopération internationale de la Suisse. Au printemps 2011, le Parlement a décidé que le montant de l'aide publique au développement de la Suisse serait relevé à 0,5% du revenu national brut d'ici à 2015. Ainsi, la DDC et le SECO ont pu accroître considérablement leur engagement dans les domaines du climat et de l'eau.

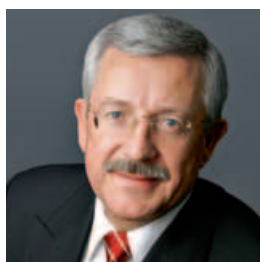
Changement climatique, sécurité alimentaire, pénuries d'eau, précarité sanitaire, migration, instabilité économique et financière: tels sont les problèmes mondiaux auxquels sera confrontée la coopération internationale de la Suisse pour les années à venir. Le sort des populations pauvres est directement lié à ces problèmes.

En février 2012, le Conseil fédéral a soumis au Parlement le Message concernant la coopération internationale de la Suisse 2013–2016. Pour la première fois, les activités de la DDC et du SECO seront guidées par une stratégie commune, qui couvre tous les domaines d'action: l'aide humanitaire, la coopération au développement, la coopération et le développement économiques, ainsi que la coopération avec l'Europe de l'Est seront soumis aux mêmes principes et objectifs politiques. C'est un pas historique.

La réduction de la pauvreté reste toutefois l'objectif premier. Outre la résolution des problèmes mondiaux, la Suisse focalisera son action dans les années à venir sur l'amélioration des conditions de vie dans les pays fragiles ou en proie à un conflit, car ce sont précisément ces populations qui ont particulièrement besoin de l'aide de la communauté internationale.



Martin Dahinden
Directeur de la DDC




Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch
Secrétaire d'Etat et directrice du SECO



Le contexte politique du développement

Dans nombre de régions, l'instabilité de l'Etat et les conflits, ainsi que les risques environnementaux mondiaux, influent grandement sur la lutte contre la pauvreté. Le débat s'anime autour des défis que représentent le développement durable et l'«économie verte».

Côte d'Ivoire, Afghanistan, Népal... Dans plus d'une douzaine de pays en développement, conflits armés, fragilité de l'État, crises et catastrophes bloquent le processus de développement. De vastes territoires connaissent insécurité et absence d'ordre juridique. Dans la région du Sahel, le trafic de drogue, d'armes et d'êtres humains et les activités terroristes soustraient des régions entières au contrôle de l'État.

Dans les contextes fragiles, la pauvreté, l'insécurité et la violence accroissent la vulnérabilité des êtres humains, qui ont alors tout spécialement besoin de soutien. Seule la stabilisation des structures étatiques, de l'économie et de la société permet de contenir les flux migratoires, de protéger la vie des gens et de jeter les bases du développement économique et social.

Il importe donc d'harmoniser avec soin les politiques de sécurité, de développement et de gestion des ressources. Au cours des années à venir, la Suisse entend cibler davantage sa coopération internationale sur les contextes fragiles.

Soulèvement dans les pays arabes

Le soulèvement dans nombre de pays arabes a marqué un tournant historique, qui a et aura de profondes répercussions politiques, économiques et géostratégiques. Les habitants de ces pays espèrent une vie meilleure, un plus grand respect des droits de l'homme,

Le soulèvement dans nombre de pays arabes a marqué un tournant historique, qui a et aura de profondes répercussions politiques, économiques et géostratégiques.

le pluralisme, l'Etat de droit et la justice sociale. Mais la transition vers la démocratie est loin d'être facile et demeure empreinte d'insécurité. La guerre en Libye et la répression des manifestations en Syrie ont ainsi fait d'innombrables victimes. L'instauration de nouveaux systèmes politiques ne va d'ailleurs pas de soi, les principaux risques étant la polarisation religieuse et politique et le retour aux anciennes structures du

pouvoir. Pour être à même de se préparer un avenir plus stable, les sociétés arabes ont besoin de meilleures perspectives économiques. La première priorité revient ici à la création d'emplois pour les jeunes, qui forment la majeure partie de la population.

En mars 2011, le Conseil fédéral a décidé d'appuyer le processus de transition par des interventions dans les domaines suivants: aide humanitaire, réforme structurelle, développement économique, lutte contre la pauvreté et migrations. La DDC alloue environ 20 millions de francs par an à ses programmes de 2011 et de 2012 en faveur du monde arabe. Le SECO prévoit des dépenses jusqu'à 50 millions de francs pour ces deux années.

Les inégalités se creusent

Malgré les nombreux progrès enregistrés dans la lutte contre la pauvreté, le fossé entre riches et pauvres reste un défi à surmonter, au niveau tant national qu'international: les personnes représentant le 1% le plus riche de la population mondiale empochent 14% du revenu mondial, tandis que les 20% les plus pauvres se partagent 1% environ de ce revenu. Lorsque les élites accaparent l'essentiel des profits issus de la croissance, la lutte contre la pauvreté ne profite pas de tout le potentiel de cette croissance. A l'heure actuelle, deux tiers des personnes disposant de moins de 2 dollars US par jour vivent dans les pays émergents.

Le débat autour de la suite à donner aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) après 2015 a commencé, et de nouveaux défis occupent le premier plan: changement climatique, modification du système financier et pays instables exercent une influence croissante sur le développement. Un modèle succédant aux OMD doit tenir compte de ces défis et la Suisse participe activement à son élaboration.

Nouveaux partenariats avec des pays émergents

En dépit de leurs propres problèmes de pauvreté, les pays émergents – dont la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud – renforcent leur présence dans d'autres pays en développement, surtout en Afrique. Ils achètent des matières premières, fournissent les marchés en biens de consommation à bas prix et réalisent des programmes de développement jusqu'ici peu coordonnés avec l'OCDE. Ils ne se contentent toutefois pas d'investir dans les pays partenaires; ils leur fixent aussi de nouveaux objectifs. En 2011, ils furent ainsi à l'origine des trois quarts de la croissance économique mondiale. Acquérant de grandes superficies de terrain et ne respectant guère les normes sociales et environnementales, ils suscitent cependant des critiques. Dans son rapport sur la politique extérieure 2010, le Conseil fédéral a décrit comment les pays émergents déterminent l'évolution de la situation dans chacune des régions et deviennent ainsi des acteurs de poids

à l'échelle mondiale. Des fondations privées, telle la Gates Foundation, s'engagent elles aussi dans les pays en développement, apportant de nouveaux modes de travail et de nouveaux objectifs.

Le 4^e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui s'est tenu en Corée du Sud fin 2011, a permis d'établir un partenariat entre les pays de l'OCDE et les nouveaux donateurs et d'adopter un cadre, non contraignant, pour une coopération efficace au développement.

Relever les défis mondiaux

La consommation actuelle de ressources et d'énergie dépasse les capacités de régénération de notre planète. Les pénuries d'eau s'aggravent, multipliant les conflits quant à sa répartition. Le changement climatique et la fragilité de nombreux écosystèmes restreignent les chances de développement des pays les plus pauvres. Avec les mauvaises récoltes dues aux phénomènes climatiques, les conflits armés et les fortes fluctuations des prix alimentaires, la faim s'est à nouveau manifestée avec acuité: en 2011, elle a sévi de manière particulièrement forte dans la Corne de l'Afrique. Seule une coopération internationale plus rapide pourra relever ces défis mondiaux.

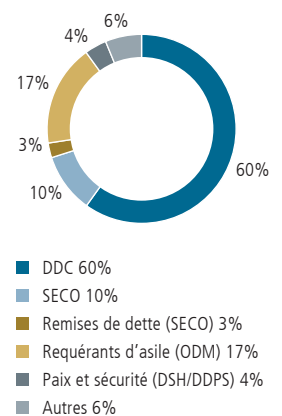
Jusqu'ici, la gestion internationale des risques mondiaux n'a cependant progressé que lentement. Réunis à Durban pour négocier la reconduction du Protocole de Kyoto, les représentants de près de 200 États ont fini par s'entendre sur un compromis: jusqu'en 2015, la communauté internationale devra élaborer un accord sur la protection du climat, qui aura un caractère contraignant et s'appliquera également à des pays comme les États-Unis et la Chine. Désormais, les principales divergences séparent davantage les intérêts à long et à court terme que les pays du Nord et ceux du Sud.

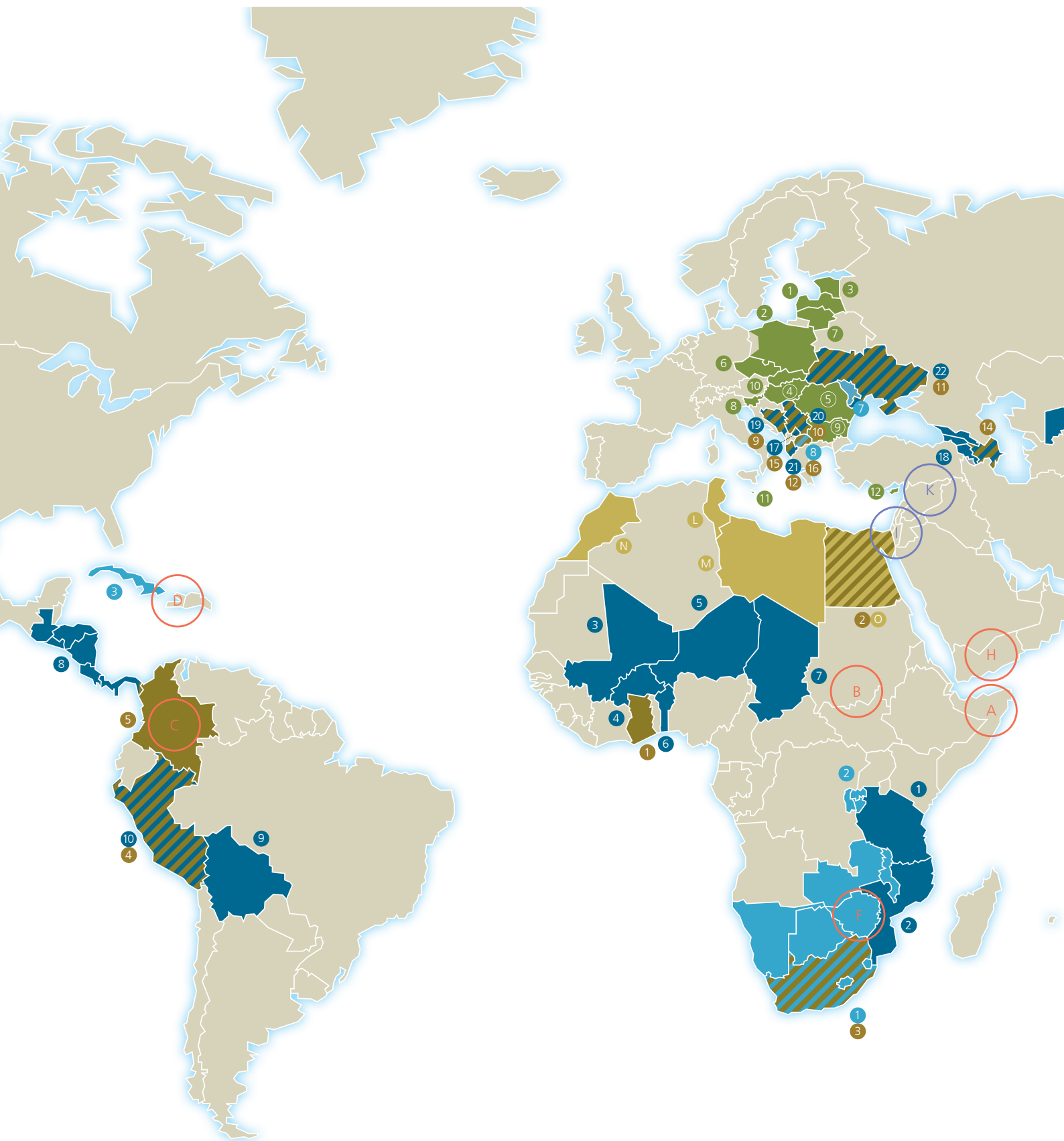
Développement respectueux du climat

La catastrophe nucléaire de Fukushima (Japon) a donné un nouvel élan au développement des énergies renouvelables et des infrastructures requises. Un développement respectueux du climat est en effet possible, à condition de trouver à temps des solutions durables pour répondre à la demande énergétique, en nette hausse dans les pays émergents et en développement.

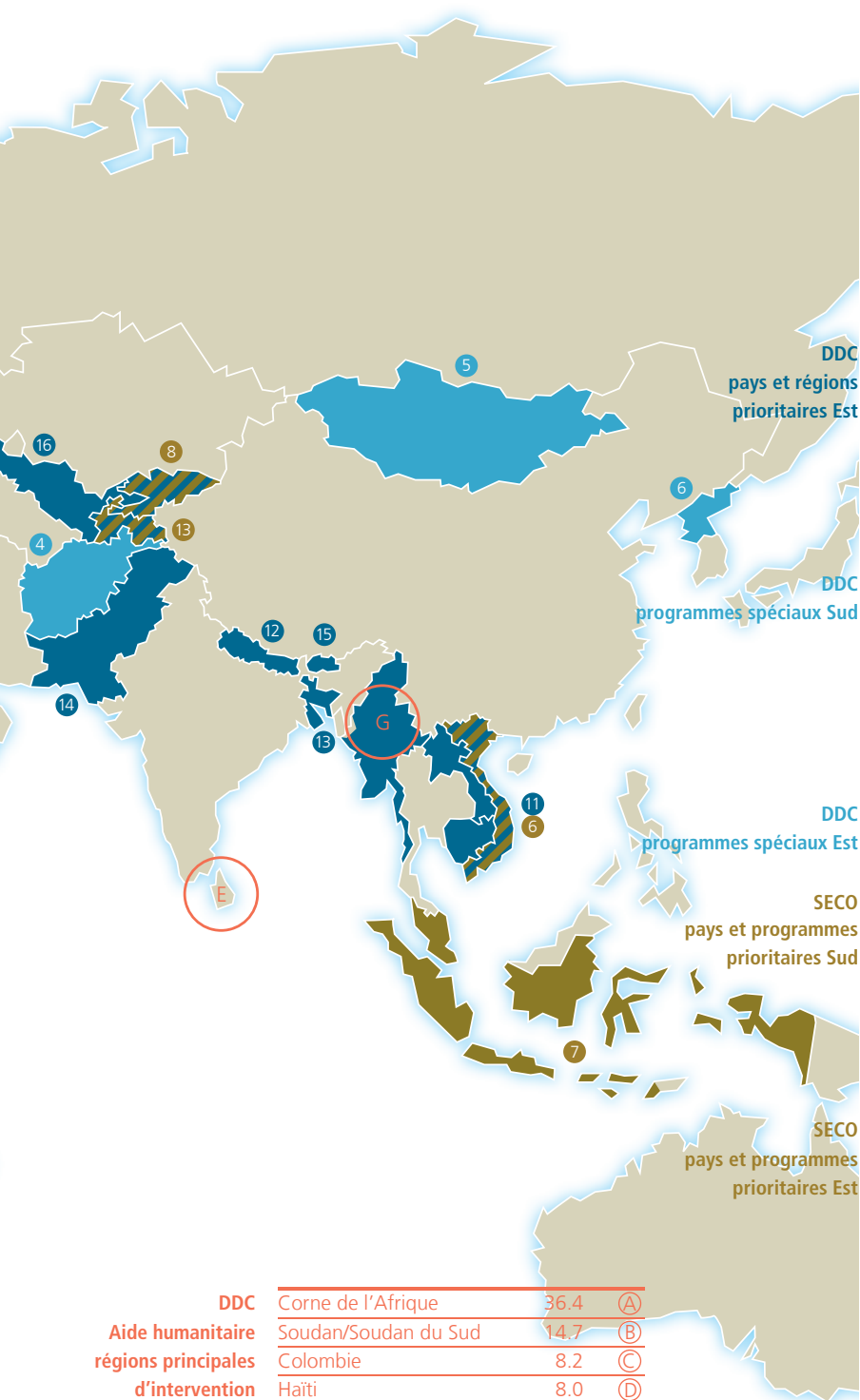
En 2011, l'idée d'une «économie verte» a fait son chemin. Cette économie devrait réduire les émissions polluantes grâce à des innovations environnementales et mieux protéger les biens mondiaux. La conférence Rio+20, qui se tiendra en 2012, offrira une occasion idéale pour axer les politiques environnementale et de développement sur des idées novatrices tenant compte de l'étroite corrélation qui existe entre lutte contre la pauvreté et développement durable. |

Aide publique au développement (APD) de la Suisse 2011





Pays et régions prioritaires de la DDC et du SECO en 2011



Afrique	Tanzanie	20.9	1
	Mozambique	19.7	2
	Mali	18.1	3
	Burkina Faso	14.4	4
	Niger	13.9	5
	Bénin	8.5	6
	Tchad	8.2	7
Amérique latine	Nicaragua/Amérique centrale	33.2	8
	Bolivie	22.3	9
	Pérou	8.4	10
Asie	Viet Nam/Mékong	35.2	11
	Népal	29.7	12
	Bangladesh	24.7	13
	Pakistan	9.2	14
	Bhoutan	3.1	15
	Asie centrale	25.0	16
	Kosovo	10.2	17
	Caucase du Sud	9.0	18
	Bosnie-Herzégovine	8.5	19
	Serbie	8.0	20
	Albanie	7.3	21
	Ukraine	5.4	22

Afrique	Afrique du Sud/Afrique australe	24.5	①
	Rwanda/Grands Lacs	21.0	②
Amérique latine	Cuba	3.2	③
Asie	Afghanistan/Hindou Kouch	17.0	④
	Mongolie	13.3	⑤
	Corée du Nord*	2.8	⑥

*jusqu'à fin 2011

Moldavie	7.3	7
Macédoine	6.0	8

Afrique	Ghana	14.3	1
	Egypte	6.3	2
	Afrique du Sud	2.3	3
Amérique latine	Pérou	7.5	4
	Colombie	4.0	5
Asie	Viet Nam	10.7	6
	Indonésie	10.4	7

Kirghizistan	10.2	8
Bosnie-Herzégovine	8.3	9
Serbie	4.7	10
Ukraine	4.4	11
Albanie	3.3	12
Tadjikistan	3.3	13
Azerbaïdjan	3.2	14
Kosovo	1.6	15
Macédoine	0.4	16

Lettonie	18.0	1
Pologne	11.0	2
Estonie	4.5	3
Hongrie	2.4	4
Roumanie	2.3	5
République tchèque	2.0	6
Lituanie	1.3	7
Slovénie	1.0	8
Bulgarie	0.6	9
Slovaquie	0.5	10
Malte	0.3	11
Chypre	0.0	12

Aide humanitaire régions principales d'intervention	DDC	Corne de l'Afrique	36.4	(A)
		Soudan/Soudan du Sud	14.7	(B)
		Colombie	8.2	(C)
		Haïti	8.0	(D)
		Sri Lanka	7.9	(E)
		Zimbabwe	6.2	(F)
		Myanmar	5.8	(G)
		Yémen	5.5	(H)

DDC	Gaza et Cisjordanie	21.1	①
Proche et Moyen-Orient	Syrie, Liban, Jordanie, Iraq	16.2	(K)

DDC	Tunisie	7.6	L
Afrique du Nord	Libye	4.1	M
	Maroc	3.6	N
	Egypte	3.2	O



Un orage s'approche d'une ferme piscicole sur le Mékong, au Laos. La vie de 60 millions de personnes est étroitement liée à ce fleuve. Les barrages hydroélectriques déjà construits en Chine et les projets similaires au Laos menacent cet écosystème dont dépendent les moyens de subsistance des populations locales.

Résultats du développement

En 2011, la DDC et le SECO ont encore ouvert de nouvelles perspectives à des personnes vivant en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, de même qu'en Europe de l'Est et dans la Communauté des États indépendants. Parallèlement à la lutte contre la pauvreté, la coopération s'est davantage axée, ces dernières années, sur les défis mondiaux, car le changement climatique, l'aggravation des pénuries d'eau et la dégradation progressive de l'environnement minent les moyens de subsistance de millions de personnes.

Promouvoir le développement au niveau local ne suffit pas. Il importe aussi d'intervenir à l'échelle mondiale, grâce à des organisations capables de prendre des décisions et à des mécanismes de négociation multilatéraux. La coopération internationale est bien plus qu'un geste de solidarité. Elle prouve que l'on a

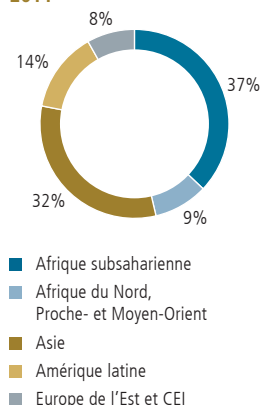
Le développement prend du temps. Il exige de nouvelles manières de penser et d'agir, des partenariats novateurs et beaucoup de persévérance. Mais ses résultats sont probants: des familles ont accès à l'eau, des enfants vont à l'école, des entreprises deviennent compétitives, des pays s'intègrent dans le marché international.

pris conscience du fait que le bien-être et la prospérité des habitants du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest sont étroitement liés.

L'Aide humanitaire a eu fort à faire en 2011. Le tsunami et la catastrophe nucléaire qui ont frappé le Japon prouvent que les crises peuvent coïncider et les catastrophes s'aggraver mutuellement. La terrible famine dans la Corne de l'Afrique nous rappelle que les agendas politiques, tant nationaux qu'internationaux, devraient réserver davantage de place à la sécurité alimentaire.

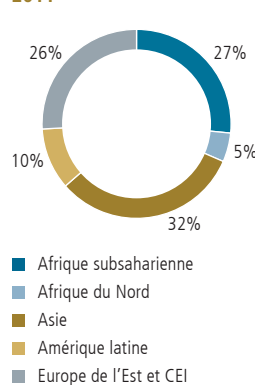
Assorti d'exemples et de récits personnels, le présent document passe en revue les résultats concrets que la coopération internationale de la Suisse a atteints en 2011. |

DDC bilatéral
répartition géographique
2011¹



¹ Excl. contributions non réparties géographiquement et contribution à l'élargissement de l'UE

SECO bilatéral
répartition géographique
2011¹



¹ Excl. contributions non réparties géographiquement et contribution à l'élargissement de l'UE



Chaque mois, des centaines de tonnes de matériel électronique et de vieux ordinateurs issus des pays industrialisés échouent à Agbogbloshie (Accra, Ghana). Les éléments qui peuvent être réutilisés sont prélevés et revendus. Les travailleurs s'exposent à des gaz hautement toxiques pour retrouver des pièces réutilisables et gagner un peu d'argent.

Afrique subsaharienne

La crise financière et économique mondiale, de même que les bouleversements politiques survenus dans le nord de l'Afrique ont ralenti la croissance économique en Afrique subsaharienne, qui a atteint 3,6% en 2011. Elle devrait toutefois remonter à 6% en 2012. Dans l'ensemble, la demande de biens et de services a augmenté et les pays de la région se sont davantage ouverts au commerce mondial. Les échanges étant dominés par les exportations de matières premières et les importations de biens transformés, la diversification économique et la création d'emplois demeurent insuffisantes. La moitié des habitants vivent dans la pauvreté, celle-ci restant – tout comme les richesses – inégalement répartie. La pauvreté est particulièrement criante dans les zones rurales. Mais avec l'urbanisation galopante, plus de 50% des citoyens vivent désormais

Pour profiter davantage du commerce international, l'économie de l'Afrique subsaharienne doit se diversifier, et cette diversification passe par la formation et une amélioration des conditions économiques en général. Une catastrophe humanitaire a frappé la Corne de l'Afrique, où 13 millions de personnes ont reçu une aide d'urgence.

eux aussi dans des conditions extrêmement précaires. En réponse aux diverses crises, la Banque africaine de développement a accordé davantage de crédits et élargi son assistance technique.

Malgré les progrès enregistrés, les pays d'Afrique subsaharienne n'atteindront pas les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Avec une forte hausse des taux de scolarisation, c'est la formation de base qui affiche les meilleurs résultats. Cette amélioration ne doit toutefois pas occulter le fait que la qualité de l'enseignement scolaire laisse souvent à désirer. Des résultats remarquables ont aussi été enregistrés dans le domaine de la santé, en particu-

Au Niger et au Burkina Faso, l'introduction de systèmes d'irrigation très simples a accru les rendements de 30%.

lier dans la lutte contre la malaria. Mais la mortalité maternelle et la mortalité infantile restent très élevées. De plus, 60% seulement des habitants de la région ont accès à de l'eau potable et moins de la moitié disposent d'installations sanitaires de base.

En 2011, une grave sécheresse et une terrible famine ont frappé les pays de la Corne de l'Afrique. Le trafic de drogue et d'armes, de même que les actes de terrorisme, ont par ailleurs accru l'insécurité qui règne dans

le nord du Sahel. Parmi les points positifs, relevons l'accession du Soudan du Sud à l'indépendance, en juillet 2011, et la normalisation de la situation au Niger.

Développement rural

En 2011, les prix des denrées alimentaires ont atteint de nouveaux records sur les marchés internationaux, plongeant 45 millions d'habitants supplémentaires dans la pauvreté en Afrique subsaharienne. Nombre de familles consacrent par exemple 50% de leur budget, voire plus, à l'achat de nourriture. L'une des principales causes de cette situation réside dans le manque d'intérêt que les gouvernements et les organisations internationales accordent depuis quelques années à la petite paysannerie. Seuls quelques rares pays de la région investissent plus de 4% des ressources publiques dans l'agriculture. Alors que l'on allouait 16% de l'aide publique au développement à ce secteur en 1980, cette part ne se montait plus qu'à 5% en 2007. Depuis peu, on assiste toutefois à un revirement: les investissements destinés à l'agriculture repartent à la hausse.

Pour ce qui est du développement rural, la Suisse concentre notamment ses activités sur les crédits agricoles, les semences améliorées, la diminution des pertes de récolte et les techniques d'irrigation. Au Niger et au Burkina Faso, l'introduction de systèmes d'irrigation très simples – arrosage goutte-à-goutte ou micro-aspiration – a accru les rendements de 30% et permis de mieux adapter le moment de la récolte à la demande. De plus, le développement de l'infrastructure commerciale dans les villes provinciales et la promotion de professions et de services cruciaux pour la population rurale renforcent la création de valeur dans les campagnes.

Au Burundi, la DDC applique depuis peu une approche novatrice pour garantir la propriété des terres. Cette approche mise sur la création de services administratifs locaux où les propriétaires fonciers

peuvent obtenir aisément et à peu de frais un acte de propriété pour l'exploitation familiale. La délimitation des parcelles et le travail de médiation assurés par les autorités communales ont déjà réduit le nombre des conflits locaux.

Santé

La majorité des habitants d'Afrique subsaharienne ne sont pas assurés contre la maladie et les accidents. Pour eux, la survenue d'une affection est souvent synonyme de catastrophe économique et de pauvreté accrue. La DDC soutient dès lors le Bénin, le Rwanda, la Tanzanie et le Tchad dans leurs efforts pour mettre sur pied des assurances-maladie. Dans le sud du Tchad, 11 000 personnes bénéficient désormais d'une couverture d'assurance minimale.

Malgré les progrès réalisés dans la lutte contre la malaria, les données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) faisaient état en 2010 de 212 millions de cas de cette maladie de par le monde, dont 86% en Afrique subsaharienne. Dans l'ensemble, la mortalité due à la malaria a cependant reculé de 38%, diminuant de moitié dans 43 pays (dont 11 d'Afrique subsaharienne). En Tanzanie, la DDC aide le Ministère de la santé à coordonner la distribution, à l'échelle nationale, de moustiquaires imprégnées. Alors que seuls 23% des ménages en possédaient au moins une en 2005, leur taux a grimpé à 64% en 2010 et la tendance est à la hausse. Cet effort a notamment contribué à abaisser la mortalité parmi les enfants de moins de cinq ans, qui est passée de 147 à 81 pour 1000 naissances.

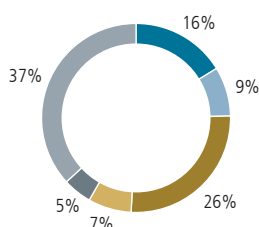
Afin de garantir des soins de santé primaires de bonne qualité à toute la population, la DDC veille à intégrer ses projets sanitaires dans les systèmes nationaux de la santé.

Education

L'éducation publique en Afrique subsaharienne n'est guère en mesure d'assurer une formation de qualité. Environ 50% des élèves n'achèvent pas l'école primaire. La Suisse soutient donc d'autres moyens éducatifs, qui permettent d'atteindre la population exclue du système scolaire ordinaire. Celle-ci comprend les jeunes ayant interrompu leur scolarité, les habitants des campagnes, les couches pauvres de la population urbaine et les adultes analphabètes. Dans ces activités, la DDC accorde une attention particulière aux jeunes filles et aux femmes.

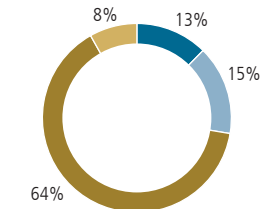
Dans la région du Sahel, concrètement du Nord du Bénin au Tchad, la DDC participe depuis 2011 à un projet pilote destiné aux groupes de nomades, qui n'ont guère accès au système scolaire classique. Grâce à ce projet, les jeunes nomades peuvent acquérir des connaissances de base en lecture, en écriture et en calcul, ainsi que d'autres compétences utiles pour exercer une profession ou comprendre leurs droits civiques.

Afrique subsaharienne: DDC répartition par thème 2011



- Santé
- Education
- Agriculture, eau et environnement
- Etat de droit, démocratie
- Autres (économie et emploi/prévention des conflits)
- Aide humanitaire
- Financement des infrastructures

Afrique subsaharienne: SECO répartition par thème 2011



- Développement du secteur privé
- Financement des infrastructures
- Soutien macroéconomique
- Promotion du commerce

Aide humanitaire

En 2011, la Corne de l'Afrique fut une fois de plus le théâtre d'une catastrophe humanitaire: la famine a frappé des centaines de milliers de personnes en Somalie, en Éthiopie et au Kenya. La conjonction de divers facteurs – effondrement de l'Etat, manque de gouvernance et sécheresses extrêmes (que le changement climatique ne fera qu'aggraver) – met en péril la vie et les moyens d'existence des habitants de la région.

Mi-2011, l'ONU a décrété une situation de famine dans six régions du sud de la Somalie. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont mortes de faim. Les conditions de vie demeurant difficiles dans leur pays, plus de deux millions de Somaliennes et de Somaliens sont devenus des déplacés internes ou ont fui vers les États voisins.

Au total, quelque 13 millions de personnes ont été tributaires de l'aide d'urgence. La catastrophe a frappé la Somalie, le Kenya, l'Éthiopie et Djibouti, touchant en premier lieu les femmes et les enfants.

L'Aide humanitaire a prélevé environ 18 millions de francs sur son budget ordinaire pour soulager cette région et le Conseil fédéral a mis 20 millions de francs supplémentaires à disposition. L'aide s'est concentrée sur des projets d'alimentation visant les mères et les enfants. Avec l'appui de l'Aide humanitaire, l'organisation Action contre la faim a par exemple déployé une aide alimentaire d'urgence et sauvé 11 000 enfants de moins de cinq ans, ainsi que des femmes enceintes et des mères allaitantes.

Les campagnes de vaccination du bétail et les semences distribuées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont permis à 1,6 million de Somaliennes et de Somaliens de rebâtir leur avenir. Outre divers projets de reconstruction, la Suisse a soutenu ces efforts, afin que les personnes sinistrées puissent retrouver dès que possible leurs moyens d'existence.

Grâce à sa longue présence dans la région, l'Aide humanitaire peut s'appuyer sur un solide réseau d'organisations partenaires. Le savoir-faire du Corps suisse d'aide humanitaire – qui a mené ses propres interventions et soutenu les activités des institutions onusiennes – s'est révélé particulièrement utile.

Pour la première fois, une norme nationale a été élaborée à partir de la norme ISO 50001.

Au Ghana, l'appui du SECO à la réforme fiscale a porté ses fruits: une gestion plus efficace des finances publiques a accru les revenus fiscaux en 2011. Le SECO a par ailleurs soutenu la création de bureaux de crédits et d'une infrastructure garantissant la sécurité des crédits. Les banques ont ainsi obtenu des informations sur quelque 3 millions de prêts et 22 000 gages. Ce faisant, le SECO contribue à faciliter l'accès au crédit pour les particuliers et les PME.

Au niveau régional, un programme du SECO a permis de redéfinir le cadre légal du leasing dans quatorze

En Afrique du Sud, le SECO a apporté son appui à l'organisation des premiers voyages au monde qui respectent les principes du commerce équitable.

pays d'Afrique subsaharienne. Quelque 8000 spécialistes – banquières et banquiers, juges, avocats et avocats – ont suivi une formation continue dans ce domaine. Enfin, environ 36 millions de dollars US ont été mobilisés pour des institutions de leasing.

En Afrique australe, le SECO a œuvré en faveur d'une gestion optimale des finances publiques. Le projet s'est articulé autour de l'ouverture d'un bureau régional d'assistance technique du FMI, ouverture à laquelle le SECO a participé. En cofinçant l'un des instituts de gestion de la dette de la Banque mondiale, le SECO a par ailleurs contribué à lancer les réformes requises dans ce domaine. |

Coopération économique au développement

En Afrique du Sud, le SECO a apporté son appui à l'organisation des premiers voyages au monde qui respectent les principes du commerce équitable. Les marchés suisse et international proposent désormais 65 voyages certifiés «équitable». Par cette initiative, le SECO contribue à la création d'emplois dans le secteur du tourisme. Encourageant des entreprises à appliquer de nouvelles normes énergétiques, un autre projet novateur a débouché sur la redéfinition de la stratégie nationale en matière d'efficacité énergétique.

“ Je pensais qu’un jour je me marierais, comme des milliers de jeunes femmes de mon pays. Apprendre que j’étais enceinte m’a brutalement ramenée à la réalité. Je venais certes de décrocher un poste d’infirmière, mais le père de mon enfant n’avait pas un sou. Je me suis sentie coupable à l’égard de ma famille. Mes parents souhaitaient me voir suivre une voie plus honorable une fois mon diplôme d’infirmière en poche. De plus, dès après la naissance du bébé, son père a décidé de poursuivre ses études ailleurs. Il ne m’a jamais demandée en mariage. J’étais complètement livrée à moi-même, à un moment où la présence du père eût été cruciale. Pour l’amour de mon enfant, je devais toutefois taire mes doutes et mes inquiétudes.

J’ai donc décidé de faire le point. Je possédais un lopin de terre bien situé près du centre de Ngozi. J’y avais consacré toutes mes économies, pensant qu’un terrain constituait un bon investissement.

Depuis quelque temps, j’étais toujours ternaillée par la crainte que le vendeur puisse un jour déclarer que la

vente n’était pas valable. Qu’allait-il se passer si j’étais soudain dépossédée de mon unique bien, si chèrement acquis? J’ai donc décidé de faire légaliser la transaction auprès de la commune. Un employé de l’administration m’a parlé du nouvel office du registre foncier. Il m’a expliqué qu’au lieu d’une légalisation notariée, je pouvais me procurer un certificat de propriété. Par la suite, le vendeur du terrain, sa famille et moi-même avons pris part ensemble à une délibération, au cours de laquelle mes droits de propriété ont été reconnus. Le jour où j’ai tenu le certificat de propriété entre mes mains, j’ai ressenti une joie immense: grâce à ce document reconnu par tous, je suis désormais rassurée.

Bien que je n’aie pas d’argent, je suis en mesure de demander un crédit pour acheter une moto: mon certificat de propriété est une garantie suffisante. Une moto me facilitera en effet beaucoup la vie. Et qui sait? Avec le temps, je trouverai peut-être un nouveau père pour mon enfant, car le père naturel a depuis longtemps disparu de la circulation...”

YVONNE NIZIGIYIMANA vit à Ngozi, au Burundi. Dans ce pays, la DDC participe à la mise sur pied de services administratifs où les propriétaires fonciers peuvent obtenir aisément et à peu de frais des certificats de propriété pour leurs exploitations familiales, et se doter ainsi d’une garantie légale.



MON LOPIN DE TERRE, C’EST MA SÉCURITÉ

Membre de la tribu des Boranas, YUSSUF DIKA vit à Bilikit, un village dans le nord-est du Kenya. Dans le cadre d’un programme de distribution de bétail, Vétérinaires sans frontières (VSF) lui a attribué un chameau et cinq chèvres et lui a permis de suivre un cours sur l’élevage de chameaux. Soutenu par l’Aide humanitaire de la DDC, le projet de VSF est une réponse au changement climatique: il entend garantir des moyens de subsistance durables aux bergers dont le bétail a été décimé par la sécheresse.

DES CHAMEAUX EN RÉPONSE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE



“ Auparavant, je possédais trente vaches et nous avions plus qu’assez de lait pour nos sept enfants. Lorsque quelqu’un tombait malade, je vendais une bête et pouvais payer l’hôpital. L’argent suffisait aussi pour acheter du blé, du sucre et du thé, et parfois pour rendre visite à la parenté. A cause de la sécheresse, notre bétail est mort. Nous avons tout perdu.

Nous avons fini par déménager à Bilikit, où j’ai requis l’aide du Programme alimentaire mondial (PAM). Mais vivre ici était décevant. En tant que berger, j’avais toujours vécu dans une hutte mobile. Ici, je devais louer un terrain, tout était cher et il n’y avait pas de travail.

Lorsque j’avais encore du bétail, les gens me saluaient, me témoignaient du respect et m’invitaient à des rencontres. Après ma déconvenue, ils détournaient les yeux en me croisant, car ils craignaient que je leur demande de l’aide. Nous avions faim et nos habits étaient dépenaillés.

Quand les gens de Vétérinaires sans frontières (VSF) sont venus et ont annoncé qu’ils allaient offrir des chameaux et des chèvres aux plus pauvres,

j’ai prié Dieu et suis allé parler avec tout le village pour être admis sur la liste. Lorsque j’ai finalement été retenu, ma femme en a dansé de joie.

Les périodes sèches ne cessent de s’allonger. La population s’accroît et nous n’avons plus autant de pâtures qu’avant. Les chameaux et les chèvres mangent les feuilles sur les arbres et survivent plus longtemps sans eau. Les gens de VSF nous ont appris à nous occuper des chameaux et ont fondé avec nous l’organisation VSF-Chameaux. Nous gardons les bêtes ensemble, en un seul troupeau.

Ma chamelle aura bientôt un petit. Nous aurons alors assez de lait pour toute la famille. Qui sait, je pourrai peut-être même en vendre un ou deux verres, et me procurer ainsi du thé et du sucre. Lorsque je croise des gens, ils me saluent à nouveau.”

Si la moitié de la population mondiale est régulièrement affectée par une catastrophe naturelle, les habitants des pays pauvres sont particulièrement vulnérables face à un tel événement. La DDC s'engage ainsi en Amérique latine, en Afrique du Nord, au Proche-Orient, en Transcaucasie, ainsi qu'en Asie centrale, du Sud et de l'Est, afin d'aider les habitants à se protéger contre les dangers naturels. Cette protection comprend des mesures servant à éviter les catastrophes (dont celles liées au changement climatique), mais aussi à gérer les catastrophes inévitables, tels les tremblements de terre. L'objectif est de réduire autant que possible le nombre des victimes et les dégâts causés aux biens vitaux.



Les catastrophes naturelles ne s'arrêtant pas aux frontières nationales, la DDC collabore étroitement avec des partenaires multilatéraux. Parmi eux, mentionnons le secrétariat de la Stratégie internationale des Nations Unies de prévention des catastrophes (UNISDR), qui est chargé de coordonner la prévention des catastrophes au sein du système onusien et d'exploiter toutes les synergies potentielles. En 2011, la principale conférence mondiale consacrée à ce sujet, soit la Plateforme mondiale sur la réduction des risques de catastrophe, s'est tenue à Genève. De même, la 31^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a été organisée à Genève en 2011. Hôte de la rencontre, l'Aide humanitaire de la Confédération a plaidé en faveur du renforcement des bases légales régissant la prévention

Réduction des risques liés aux catastrophes naturelles – une tâche d'envergure planétaire

des catastrophes naturelles au niveau national.

En Arménie, la DDC a collaboré avec le Ministère pour la protection contre les catastrophes afin de développer le dispositif décentralisé d'intervention et de sauvetage (Ardzagank). Elle a notamment soutenu la création d'unités de sauvetage composées de volontaires issus de la population civile et l'aménagement d'installations d'entraînement appropriées. Plus de 60 corps de sapeurs-pompiers du pays disposent

désormais de collaborateurs bien formés et d'un équipement moderne. Au total, 2200 soldats du feu et sauveteurs sont en mesure de localiser et de sauver des victimes lors de petites catastrophes, telle une inondation. Les connaissances et le matériel nouvellement acquis sont utilisés au quotidien (lors d'incendies ou d'accidents de la route p. ex.), de sorte que l'on peut compter en tout temps sur des forces d'intervention au bénéfice d'une bonne formation. |

Art et culture – moteurs du développement social

Sur le budget total des programmes qu'elle réalise dans les pays partenaires, la DDC consacre 1% au moins à des initiatives culturelles. Les activités culturelles apportent en effet une contribution importante au processus de développement et à la démocratisation de la société.

A Hébron, en Cisjordanie, des cours de théâtre ont permis à des jeunes de développer leurs capacités à surmonter

les problèmes quotidiens. Par ailleurs, le Ministère local de l'éducation a intégré la formation artistique dans le plan d'études du corps enseignant. Ces deux succès sont le fruit du travail mené par des institutions culturelles soutenues par la DDC. Ils permettent d'une part de raviver le patrimoine culturel palestinien, d'autre part d'atténuer les conséquences de la crise politique et sociale. |



Un membre des rebelles inspecte ce qui est resté à Bab al-Aziya, l'ancien siège de Mouammar Kadhafi, au sud de la capitale libyenne Tripoli. Après la chute du régime et la guerre civile sanglante qui l'a accompagnée, le pays entre dans une nouvelle ère, dont le commencement s'annonce difficile.



Afrique du Nord, Proche-Orient et Moyen-Orient

Début 2011, des manifestations populaires ont renversé les régimes autocratiques en Tunisie et en Égypte. En Jordanie, au Bahreïn, en Syrie et au Yémen, les habitants sont également descendus dans la rue pour réclamer la démocratie, la liberté et des perspectives économiques. En Libye, les troupes de Kadhafi ont déclaré la guerre à la population civile et provoqué une intervention de l'OTAN. En Syrie, des affrontements sanglants ont fait de nombreuses victimes.

Le Conseil fédéral a défini en mars 2011 comment il prévoit de soutenir la transition dans les pays arabes. Regroupant les activités de tous les offices fédéraux à l'œuvre dans la région, le programme suisse pour l'Afrique du Nord se concentre sur trois domaines clés: transition vers la démocratie et droits de l'homme, développement économique et emplois, migration et protection.

Dans plusieurs pays arabes, la population est descendue dans la rue et a pris les armes afin de chasser les autocrates au pouvoir. Il reste néanmoins nombre d'obstacles à surmonter pour instaurer plus de démocratie et une justice équitable. La Suisse soutient le processus de transition.

Aide humanitaire et appui à la transition

Environ un million de personnes ont fui les combats qui ont éclaté en Libye et la DDC a réagi rapidement aux besoins humanitaires. Des équipes d'intervention d'urgence ont distribué des articles d'hygiène et des denrées alimentaires dans les régions situées à la frontière avec la Tunisie et l'Égypte. La Suisse a également cofinancé le retour chez eux de plus de 200 000 travailleuses et travailleurs migrants, venus principalement d'Asie. Le bureau de programme ouvert en mars à Benghazi a réalisé des projets médicaux.

Au Maroc, les migrants en transit vivent souvent dans des conditions inhumaines. Dans les grandes

Au Proche-Orient, la DDC apporte son appui à l'Office des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui couvre les besoins de base de près de 5 millions de personnes.

agglomérations, ils n'ont pas accès aux services de base, et ce sont surtout les femmes et les enfants qui en pâtissent. Soutenue par la DDC, la fondation marocaine Orient-Occident, qui défend les droits des migrantes et des migrants au sein de la société

marocaine, leur offre des conseils et une aide médicale. Une formation est désormais dispensée au personnel marocain qui travaille dans les centres accueillant des migrants d'Afrique subsaharienne.

Dans l'une des régions défavorisées du sud de la Tunisie, la DDC soutient un projet de la fondation suisse Hironnelle, qui vise à diffuser des informations de proximité par l'intermédiaire d'une radio locale. Animatrices et animateurs, correspondantes et cor-

En Egypte, plus de 190 hôpitaux ont reçu des équipements radiologiques suisses et bénéficié de conseils spécifiques.

respondants apprennent à concevoir des émissions professionnelles, au contenu bien structuré et équilibré, afin de susciter un véritable dialogue politique. En collaboration avec le PNUD, la DDC a en outre livré 12 000 urnes électorales pour les premières élections démocratiques.

En Egypte, la DDC participe notamment au projet «World Fish» dans le delta du Nil. Ce projet entend créer des emplois, principalement destinés aux jeunes, dans une pisciculture aux structures professionnelles et respectueuses de l'environnement. Dans le même temps, il améliore la sécurité alimentaire des zones rurales. Ces activités profitent à divers secteurs: pisciculture, transports, distribution et commercialisation.

Au Yémen, la DDC appuie des programmes d'aide d'urgence des Nations Unies et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui fournissent nourriture, abris et soins médicaux à 700 000 réfugiés et déplacés internes. La DDC a créé une plateforme de coordination, qui permet aux acteurs humanitaires de mieux harmoniser leurs actions et d'assurer une utilisation optimale des ressources.

Au Proche-Orient, la DDC apporte son appui à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui couvre les besoins de base de près de 5 millions de personnes. La DDC participe à un projet pilote destiné à 40 familles parmi les plus pauvres d'un camp de réfugiés au Liban du Sud. Les familles reçoivent de l'argent et des conseils pratiques pour rénover elles-mêmes leurs habitations qui menacent ruine. Ce type de soutien vise à renforcer la confiance en soi et l'autonomie. Grâce à l'initiative de la DDC, un donateur s'est déclaré prêt à soutenir d'autres familles.

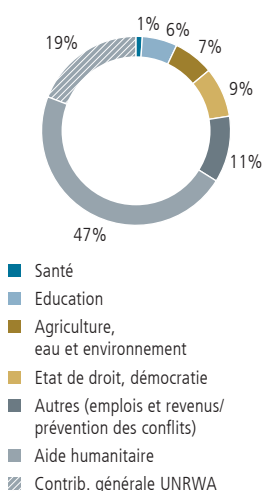
Le 23 octobre 2011, un violent séisme a secoué la province de Van, dans l'est de la Turquie. En collaboration avec la Croix-Rouge suisse (CRS), la DDC a acheminé environ 300 tentes d'hiver, des chauffages et des couvertures vers la région sinistrée, à majorité kurde. Quelque 1500 personnes ont reçu des denrées alimentaires et 2200 abris de fortune ont été équipés de radiateurs. Après la puissante réplique du 9 novembre 2011, la DDC a par ailleurs versé une contribution à l'association du jumelage Bâle-Van, afin de financer la livraison de 150 tentes familiales adaptées aux conditions hivernales.

Coopération économique au développement

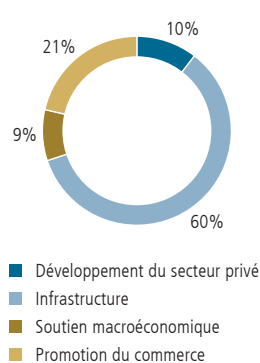
Malgré les bouleversements politiques survenus en 2011, le SECO a pu poursuivre ses projets en Égypte et en Tunisie. La réhabilitation des services nationaux de transfusion de sang et de radiologie en Égypte a en particulier joué un rôle essentiel dans la prise en charge de victimes des violents affrontements.

Grâce aux relations constructives que le SECO entretient depuis de longues années avec des institutions égyptiennes, les équipements radiologiques sont arrivés sur place pratiquement sans retard. En novembre, une cérémonie officielle organisée au Caire

Afrique du Nord et Proche et Moyen-Orient: DDC répartition par thème 2011



Afrique du Nord: SECO répartition par thème 2011



a marqué l'achèvement de la deuxième phase de ce projet, au cours de laquelle du matériel d'une valeur avoisinant 8 millions de francs a pu être livré. Depuis le lancement du projet, plus de 190 hôpitaux, répartis sur presque tous les gouvernorats d'Égypte, ont reçu des appareils suisses et bénéficié de conseils spécialisés. Ils sont désormais en mesure d'offrir à tous des prestations abordables et d'excellente qualité.

Les activités ayant trait aux infrastructures d'assainissement se sont poursuivies en Égypte et en Tunisie. Parallèlement à un vaste programme de gestion des eaux usées dans le delta du Nil, l'Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux (EAWAG) mène un projet de recherche appliquée et étudie des systèmes sanitaires décentralisés en mettant l'accent sur l'efficacité financière, le fonctionnement et l'entretien, ainsi que sur leur acceptation par la population. Ces installations décentralisées devraient compléter les systèmes centralisés qui seront construits dans le cadre du projet principal englobant le delta du Nil. Au total, environ 1,2 million de personnes bénéficieront de la construction ou de la rénovation de 14 stations d'épuration des eaux.

Dans ses activités en Afrique du Nord, le SECO mise par ailleurs beaucoup sur la promotion des PME. En Égypte, il soutient par exemple la création de quatre centres de services destinés aux producteurs et aux exportateurs de plantes médicinales et aromatiques.

En encourageant le recours à d'autres mécanismes de résolution des conflits, le SECO aide les entreprises égyptiennes, marocaines et libanaises à régler les différends d'ordre commercial plus rapidement, à moindres frais et donc de manière plus propice aux affaires.

Le SECO prépare d'autres projets afin de répondre à la nécessité urgente de créer des emplois dans le secteur privé en Afrique du Nord. |

“ Il y a quelque temps, j'ai eu un accident de la circulation et ai été blessé à la hanche. Les gens m'ont conseillé d'aller à l'hôpital d'Om El-Masreen, tout proche. Ils m'ont assuré que l'établissement disposait de méthodes diagnostiques évoluées et que le traitement y était gratuit, puisqu'il s'agit d'un hôpital public. Un de mes proches m'y a aussitôt emmené.

A l'hôpital, on m'a dit que mes blessures étaient sérieuses et j'ai aussitôt été admis. Le service radiologique avait été rénové et était entièrement équipé d'appareils modernes. Le personnel s'est montré gentil et m'a paru compétent. Ils m'ont annoncé qu'ils devaient faire une radiologie numérique.

Aussitôt après, j'ai pu voir les résultats et j'ai compris que cette technique rend les radiologies plus précises et qu'elle est bien entendue beaucoup plus rapide. Je ne dois même pas payer le développement du film, alors que ces frais incombent naguère au patient.

Depuis la révolution du 25 janvier 2011, beaucoup de choses ont changé en Égypte. Nous ne savons pas très bien ce qui nous attend. Je suis donc content de voir que toute la population de mon pays peut bénéficier de prestations et d'infrastructures de cette qualité.

DES HÔPITAUX MIEUX ÉQUIPÉS

MOHAMED AHMED est égyptien et vit à Giza. Le SECO finance depuis plus de trente ans des projets d'infrastructure en Égypte, dont celui de mise à disposition d'équipements radiologiques dans des hôpitaux. Durant cette période, il a investi 270 millions de francs sous forme de crédits mixtes, un modèle de financement qui prévoit un remboursement partiel par le pays bénéficiaire.





Scène de protestation pendant la grève générale au Népal. Les troubles sont monnaie courante dans la capitale Katmandou, où ils entravent les affaires publiques et ralentissent le trafic, rappelant aux Népalais de manière douloureuse que le calme n'est pas encore revenu dans leur pays.

Vu les restrictions imposées en politique monétaire et le ralentissement des demandes d'exportation, les économies d'Asie du Sud et du Sud-Est ont suivi une croissance modérée. Pour que les bienfaits de cette croissance se fassent sentir partout et atténuent la pauvreté, ces pays doivent cependant surmonter des défis de taille: en priorité, il importe de juguler l'inflation, qui joue un rôle clé dans l'évolution des prix de la nourriture et donc pour la sécurité alimentaire. En investissant dans les systèmes d'irrigation et les routes en zones rurales et en améliorant l'accès à la microfinance, la Banque asiatique de développement pourrait contribuer à désamorcer la situation sur le marché des denrées alimentaires. Il est tout aussi vital de combler l'écart croissant entre les revenus. À moyen terme, les pays d'Asie devront créer davantage d'emplois

Asie

Les économies émergentes d'Asie ont fait montre d'une résistance remarquable face au ralentissement général de la conjoncture. Alors que les prévisions mondiales sont plutôt sombres, la croissance devrait atteindre 7,7% en 2012 dans la région. Tous ses habitants n'en profitent toutefois pas.

mieux rémunérés, notamment en encourageant le commerce régional et en intensifiant la coopération Sud-Sud. Ils devront aussi combler les déficits en matière de gouvernance et se pencher sur les problèmes de la sécurité collective régionale. Les programmes de la DDC et du SECO apportent une aide ciblée aux pays d'Asie du Sud et de l'Est pour relever ces défis.

Dans la région du Mékong, le Viet Nam accélère certes sa reprise économique, mais l'inflation et les inégalités empêchent l'instauration d'un développement durable. Si le Laos espère quant à lui tirer profit de ses futures exportations d'électricité, les revenus ruraux ne progressent guère. Les deux pays souffrent des

Au Pakistan, la Suisse a construit des ouvrages de protection dans nombre de villages menacés par les crues, les préservant ainsi de futures catastrophes.

mêmes déficits: insuffisance des réformes étatiques et faiblesse de la participation citoyenne. La Mongolie figure depuis 2010 parmi les pays à revenus moyens et devrait suivre une croissance de 8 à 15% jusqu'en 2015. La volonté de démocratiser et de décentraliser le pays se fait clairement sentir. Si la Chine est le moteur du développement dans la région du Mékong, elle ne

montre que peu d'intérêt à s'engager en faveur de la durabilité. Malgré une timide ouverture, la situation demeure imprévisible et fragile au Myanmar, et ce constat vaut aussi pour le Cambodge. Parallèlement à cela, le Bhoutan consolide avec succès sa jeune démocratie.

En Afghanistan, au Pakistan et au Népal, la situation est marquée par une dégradation de la sécurité et de l'ordre juridique, ainsi que par des conflits ouverts ou latents. Le contentieux qui oppose l'Inde et le Pakistan autour du Cachemire demeure irrésolu et entrave la coopération régionale, alors que le continent abrite l'une des zones de conflit les plus dangereuses au plan géopolitique: l'Hindou Kouch, région touchant l'Afghanistan et le Pakistan. Les injustices sociales, ethniques et économiques s'accroissent dans tous ces pays. Bien que le Bangladesh affiche une forte croissance économique, le manque d'emploi pousse une partie de la population, surtout les jeunes, à émigrer.

Développement rural

La DDC continue d'axer ses activités dans la région sur le développement rural, tout en apportant un appui aux minorités. En 2011, ses priorités sont restées inchangées: emploi, revenus, sécurité alimentaire, décentralisation et participation citoyenne.

En Afghanistan et au Pakistan, la DDC s'attache à améliorer les conditions de vie, en stimulant notamment la production agricole et en créant des activités génératrices de revenus pour les populations rurales. Dans la province de Bamiyan (Afghanistan), l'amélioration de la gestion des bassins versants a réduit en 2011 les dégâts dus aux inondations dans une proportion allant jusqu'à 60%; environ 100 000 personnes ont bénéficié des progrès réalisés. Au Pakistan, la Suisse a construit des ouvrages de protection dans nombre de villages menacés par les crues, les préservant ainsi de futures catastrophes.

Lors de la construction de routes et de ponts dans les campagnes népalaises, la Suisse s'efforce toujours de confier directement les travaux à des femmes et à des hommes particulièrement défavorisés. En 2011, ses projets ont ainsi engendré environ 3 millions de journées de travail. Au Bangladesh, 1,5 million de personnes (la plupart des femmes) ont suivi des cours de perfectionnement, en broderie par exemple, qui leur ont permis d'accroître leur revenu de 10 dollars US par mois, soit une hausse de 30% environ.

Au Viet Nam, la promotion des communautés rurales se poursuit avec succès. Plus de 77 000 ménages répartis dans 103 communes des provinces de Hoa Binh et de Cao Bang bénéficient d'un appui pour élaborer, réaliser et financer des petits projets. Ayant fait ses preuves, ce modèle de développement rural et d'amélioration des revenus sera appliqué dans d'autres provinces.

En Mongolie, la DDC favorise l'exploitation durable des pâtures. Aux termes d'une réglementation

nationale, plus de 290 groupes de bergers, réunissant 11 000 familles, pratiquent un système de rotation sur un territoire de 1,2 million d'hectares de prairies. Ces chiffres correspondent à une hausse de 15% par rapport à 2010. Le projet contribue ainsi à éviter une surexploitation des pâturages et à stabiliser le cheptel.

Bonne gouvernance

Par son engagement destiné à promouvoir les droits de l'homme, la décentralisation, la responsabilisation et la transparence, la Suisse renforce les structures étatiques du Népal et de l'Afghanistan. Après l'introduction d'un système d'auditions publiques au Népal, les autorités locales ont sensiblement amélioré leurs prestations et l'administration a traité plus de 60% des réclamations déposées.

Au Bangladesh, nombre d'habitants ne bénéficient pas d'un accès suffisant aux services de base (eau potable, installations sanitaires, formation et soins médicaux). La Suisse soutient dès lors les autorités locales dans leurs efforts visant à améliorer ces prestations. Désormais, 200 000 personnes sont approvisionnées en eau et 300 000 personnes, dont 40% de femmes, sont en mesure d'intervenir dans les décisions prises à l'échelon communal.

Au Laos, la Suisse apporte son appui à la réforme du gouvernement et de l'administration: des cours spécialement consacrés aux activités dans les zones rurales apprennent au personnel des organes publics à mieux adapter le travail administratif aux conditions locales.

En Mongolie, on continue à développer et à faciliter l'accès aux services de l'administration publique: ces trois dernières années, 29 one stop shops (centres de prestations permettant de régler les principales affaires relevant de l'administration civile) ont été mis sur pied et fourni deux millions de prestations à quelque 600 000 usagers. À l'avenir, un programme de décentralisation et de démocratisation devrait permettre de franchir le pas vers des services intégrés de proximité. La DDC a élaboré ce programme en 2011 sur demande de la Mongolie et son lancement est prévu en 2012.

Dans le cadre de sa collaboration avec la Banque asiatique de développement, la Suisse l'encourage à aborder ouvertement les droits de l'homme et la gouvernance avec les pays bénéficiaires.

Aide humanitaire

Depuis la fin de la guerre civile, l'Aide humanitaire de la Confédération participe à la reconstruction de villages dévastés par les combats dans le nord du Sri Lanka. En 2011, plus de 1000 familles déplacées ont reçu une aide pour rebâtir leur maison. Des montants allant jusqu'à 5000 francs ont été attribués aux futurs propriétaires, les versements s'échelonnant en fonction de l'avancement des travaux. Les familles étaient

certaines responsables de la construction, mais elles ont bénéficié de conseils techniques. Le long conflit ayant également détruit les infrastructures communales et anéanti les ressources de la population, le projet vise une réhabilitation intégrale. Une aide financière a été attribuée à plus de 900 familles, pour leur permettre de retrouver des moyens d'existence. La reconstruction de deux écoles offrira en outre un lieu d'apprentissage à 1850 enfants.

Au Myanmar, à l'issue des élections parlementaires du printemps 2011, la junte militaire au pouvoir depuis des décennies a été remplacée par un gouvernement civil. Les projets de réforme du nouveau président autorisent un certain optimisme, mais les conditions d'intervention de la DDC sur place demeurent difficiles. Dans le cadre du programme lancé après le passage de «Nargis» dans la région du delta, l'Aide humanitaire de la DDC a construit douze nouvelles écoles à l'épreuve des cyclones et les a remises aux autorités. Les bâtiments fournissent un cadre scolaire à quelque 2300 enfants et un abri sûr à la population en cas de catastrophe naturelle. Grâce à une formation ciblée, les habitants sont aussi mieux à même de faire face aux dangers naturels. Les expériences engrangées enrichissent en outre le nouveau projet que la DDC mène dans le sud-est du Myanmar, afin de réhabiliter les infrastructures sociales en faveur de la population malmenée par le conflit interne.

Coopération économique au développement

Le SECO aide le Viet Nam à réaliser son objectif à long terme: se hisser au rang de pays industrialisé d'ici à 2020. Le pays doit tout d'abord améliorer l'administration des finances publiques, en mettant l'accent sur la transparence. Celle-ci offrira des bases de décision plus solides au gouvernement et aux acteurs économiques, tout en permettant de mieux cibler les réformes (amélioration de la surveillance financière et uniformisation des normes comptables).

Le Viet Nam a en outre reçu un soutien pour gérer sa dette et mettre en œuvre sa stratégie d'exportation, qui réserve une place spéciale aux normes sociales et environnementales. Grâce à deux accords de projet (gestion des eaux usées et des déchets et énergies renouvelables), le pays bénéficiera aussi d'un appui dans le domaine des infrastructures. Ces projets prévoient en effet la construction de quatre stations d'épuration et d'une décharge, dans le but de rendre l'économie plus compatible avec l'environnement. Pour ce qui est de la promotion du secteur privé, un manuel de bonne gouvernance d'entreprise, basé sur les directives de l'OCDE, a été publié en 2011.

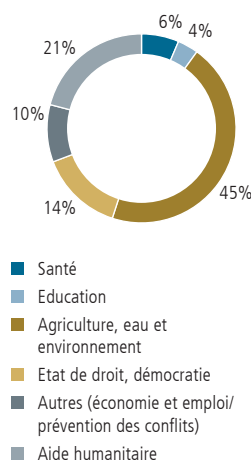
Poursuivant la réforme des finances publiques, l'Indonésie a amélioré la planification budgétaire des dépenses nationales et dès lors élargi la marge de manœuvre du gouvernement. Les activités se sont également poursuivies dans le cadre du programme visant à créer un tourisme durable dans les régions

défavorisées du pays. En 2011, environ 50 000 personnes ont visité l'île de Flores, à l'Est de Bali. Diverses réformes nationales ont été lancées afin de renforcer le secteur privé et une stratégie facilite l'accès de larges cercles de la population à des services et à des produits financiers. Dans le domaine de la

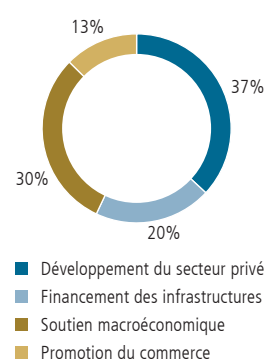
En Indonésie, les activités visant à créer un tourisme durable dans les régions défavorisées du pays se sont poursuivies. En 2011, environ 50 000 personnes ont visité l'île de Flores, à l'Est de Bali.

protection du climat, un programme de gestion durable des déchets sera mis sur pied. Relevons enfin la réussite d'un projet de microfinance: les banques partenaires ont accordé des crédits d'un montant total de près de 29 millions de dollars US et ouvert plus de 50 000 comptes d'épargne. |

Asie: DDC
répartition par thème 2011



Asie: SECO
répartition par thème 2011



“ L’effondrement du socialisme a changé nos vies d’un jour à l’autre. Après le licenciement des ouvriers, ma famille et moi avons retrouvé le mode de vie nomade de nos ancêtres. Nous avons commencé avec deux vaches et deux douzaines de moutons et de chèvres. C’est tout ce qui nous restait après la répartition des biens communautaires.

Nous nous sommes habitués à cette nouvelle vie. Pendant plus de dix ans, les troupeaux n’ont cessé de s’agrandir. De nouveaux problèmes sont ainsi apparus, à cause de la surexploitation des pâtures. Même les conflits avec les voisins se sont multipliés. Il faut savoir qu’auparavant, l’État contrôlait strictement l’accès aux prairies.

Puis ce fut la catastrophe. Pendant le grave dzud de 2002 (un hiver très rude et récurrent qui équivaut à une catastrophe naturelle), nous avons perdu presque toutes nos bêtes. L’année suivante, j’ai planté des légumes, mais l’été fut trop sec. Ce sont les pommes de terre qui nous ont sauvés. Après le dzud, il m’en restait 30 sacs. Je les ai toutes plantées et en ai récolté 300 sacs. Ensuite, j’ai pu échanger des pommes de terre contre des chèvres. À présent, notre troupeau compte à nouveau plus de 700 têtes.

Il y a quatre ans, le projet Green Gold de la DDC a fondé une coopérative de pâture dans notre district.

Nous y avons tout de suite adhéré. Au bout d’une année, j’en ai repris la direction. Cette expérience a changé ma vie. N’ayant qu’une formation élémentaire, je n’avais jamais utilisé un téléphone portable ou un ordinateur!

J’ai persuadé les autres éleveurs de rejoindre la coopérative, mais j’ai également vite compris que celle-ci ne pourrait pas résoudre tous nos problèmes. Les gens comme nous ont besoin de revenus plus élevés et de meilleures possibilités de vendre leurs produits en ville. Pour assurer la commercialisation, nous avons fondé la coopérative Schiret. Elle compte aujourd’hui 200 membres et emploie trois personnes à plein temps et seize à temps partiel. Je préfère engager des personnes qui n’auraient guère de chance sur le marché du travail; presque toutes sont des femmes.

Nous avons commencé par vendre de la laine, du cachemire et de la viande, mais la vente de matières premières ne me satisfaisait pas. Nous avons donc ouvert une fromagerie, qui nous a rapporté un bénéfice de deux millions de tugriks (1500 CHF) dès la première année. En 2011, à la foire agricole de la capitale, Oulan-Bator, nous avons reçu une distinction pour les chaussures en feutre que nous produisons. Nous en envoyons plus de 100 paires par mois au Japon et en Russie. Quelle belle reconnaissance!

Notre succès a été remarqué et le fonds national pour petites et moyennes entreprises (PME) nous a accordé un crédit de 45 millions de tugriks (34 000 CHF) à des conditions préférentielles pour développer notre affaire. J’ai encore tant d’idées et de rêves! L’essentiel, c’est que les gens de notre groupe aient du travail et un revenu. Je fais de mon mieux pour ne pas les décevoir.”



J’AI ENCORE TANT DE RÊVES

OYUN TSEVELMA a 48 ans. Mariée et mère d’un garçon, elle vit et travaille à Undurschireet, une petite localité de la province mongole de Tuv.

KIM NGUYEN THIEN travaille à la Mekong Housing Bank au Viet Nam. Le cours de perfectionnement pour cadres bancaires dispensé par le Swiss Finance Institute (SFI) a été financé par le SECO. Il vise à améliorer les compétences de gestion et de direction de 70 cadres travaillant au sein des banques nationales du Viet Nam.

DES BANQUES GÉRÉES AVEC EFFICACITÉ STIMULENT LE DÉVELOPPEMENT



“ La Mekong Housing Bank est l’une des cinq banques nationales du Viet Nam. Ces dix dernières années, j’ai occupé différents postes dans cet établissement. J’y travaille actuellement en tant que cheffe du personnel.

Mon employeur m’a permis de suivre un cours pour cadres bancaires. Réparti sur deux ans, il a été organisé par le Swiss Finance Institute et j’y ai participé avec 29 autres personnes du Sud du Viet Nam. Dans notre pays, il n’existe pas de formation de ce genre. Un tel cours de perfectionnement est pourtant essentiel pour compenser les faiblesses du système financier vietnamien.

Le cours comprenait quatorze modules, chacun consacré à un thème différent, mais essentiel pour notre profession. Pour ma part, j’étais bien entendu surtout intéressée à la gestion du personnel, au marketing et à la conduite du personnel, car ces sujets occupent une grande place dans mes activités actuelles. Mais j’ai aussi trouvé que la gestion du risque joue un rôle

crucial pour le secteur bancaire au Viet Nam. Plus généralement, j’ai été impressionnée par la qualité de l’enseignement et la méthodologie appliquée.

Ce cours m’a permis d’étendre mes connaissances bien au-delà de la gestion du personnel, car j’ai appris à connaître et à utiliser de nouveaux outils. Pour parachever sa formation, chaque participante et chaque participant devait rédiger un rapport sur un projet devant être mis en œuvre dans sa banque. En ce qui me concerne, je souhaiterais introduire des pratiques d’excellence dans la gestion du personnel. Je voudrais par exemple évaluer les collaborateurs sur la base de leurs prestations. J’aimerais aussi pouvoir envoyer mes collaborateurs à des cours de perfectionnement adaptés aux compétences et aux capacités de chacun. Car je pense que le développement des employés de banque est essentiel pour le développement du Viet Nam: un personnel bien formé est à même de comprendre plus rapidement les besoins de nos clients.”

La conjoncture est demeurée positive en Amérique latine: la croissance a atteint 4,4% en 2011. La région ne forme toutefois plus guère un seul espace économique: tandis que l'Amérique du Sud s'est relevée très vite de la crise économique et financière, l'Amérique centrale a suivi une croissance modérée

Les inégalités sociales entravent gravement le développement: 10 des 15 pays au monde où les disparités sont les plus criantes sont latino-américains.

et les Caraïbes ont même connu une période de stagnation. Le principal défi consiste à accroître la productivité du travail – faible comparée au niveau international – et à instaurer une croissance économique durable. À cet effet, il convient notamment de réduire la dépendance vis-à-vis des exportations de matières premières et d'investir davantage dans le capital humain.

En Amérique latine, 180 millions d'habitants – soit une personne sur trois – vivent au-dessous du seuil de

Amérique latine

Déterminée à relever les nouveaux défis liés au climat et à l'eau, la Suisse adapte son programme de coopération. Les inégalités sociales restent un obstacle majeur sur la voie du développement. En Haïti, pays secoué par les crises, la reconstruction ouvre de nouvelles perspectives.

pauvreté, subsistant donc avec moins de 2 dollars US par jour. Les inégalités sociales entravent gravement le développement: 10 des 15 pays au monde où les disparités sont les plus criantes sont latino-américains. La corruption et le trafic de drogue représentent une menace pour la sécurité sur tout le continent, le nombre des victimes de violence atteignant des records dans les comparaisons mondiales.

La DDC concentre sa coopération au développement sur la Bolivie et l'Amérique centrale; Cuba bénéficie d'un programme spécial. Le programme de développement en faveur du Pérou a été converti avec succès, et le pays reçoit à présent un soutien par l'intermédiaire des programmes globaux «Changement climatique» et «Eau». Le SECO a par ailleurs mis en place un nouveau programme de coopération économique, qui englobe également la Colombie. Enfin, la décision prise par le Conseil fédéral en mars 2010 a permis de prévoir des mesures de développement destinées à renforcer le programme de reconstruction en Haïti.

Un enfant se repose sur une montagne de bouteilles en plastique à Cité Soleil (Port-au-Prince, Haïti). Une véritable communauté s'est constituée autour de la plus grande décharge de la capitale haïtienne. Les habitants cherchent parmi les déchets ce qui pourrait être vendu, de quoi manger et de quoi construire des hébergements de fortune.



Dans le cadre des réformes entreprises par la Banque interaméricaine de développement (BID), la Suisse a souligné qu'il importe de vérifier l'efficacité des programmes afin d'améliorer leur qualité. En collaboration avec les gouvernements de la région, la BID élabore de nouvelles initiatives pour lutter contre la criminalité.

Emploi et revenus

En 2011, la DDC a continué à promouvoir la formation professionnelle et à apporter un soutien aux petites et moyennes entreprises. En Bolivie, plus de 3000 personnes ont obtenu leur diplôme dans divers métiers techniques appartenant à des secteurs tels que la production agricole, l'artisanat traditionnel et le tourisme. Près de la moitié d'entre elles ont trouvé rapidement un emploi bien rémunéré. Au Pérou, 1000 familles ayant pris part à des réseaux d'entreprises sont parvenues à multiplier leurs revenus par deux, voire plus. Par ailleurs, 1200 familles paysannes subviennent à leurs propres besoins alimentaires: des méthodes de culture améliorées ayant doublé la récolte de pommes de terre par hectare, elles couvrent non seulement leurs besoins, mais ont pu vendre au total 350 tonnes de pommes de terre sur le marché local.

En Amérique centrale, l'engagement de la DDC a sensiblement amélioré l'accès de la population rurale aux services financiers. Plus de 25 000 personnes, dont 19 500 femmes, ont fait des dépôts d'épargne et conclu des contrats de micro-assurance. Elles sont ainsi mieux parées pour faire face à une crise (maladies ou pertes de récolte dues aux intempéries).

À Cuba, la DDC soutient le développement économique au niveau communal. Depuis 2007, environ 1900 nouveaux emplois ont pu être créés, dont 780 pour les femmes. Les douze communes visées ont également augmenté de 62 % la production de denrées alimentaires. Cette hausse considérable accroît non seulement le revenu des familles paysannes, mais apporte aussi des avantages à l'échelon national: Cuba importe 80 % de sa nourriture et souhaite réduire cette dépendance.

Développement rural et ressources naturelles

Préserver la biodiversité tout en augmentant leur revenu de 20 %, voilà l'exploit accompli par 1500 familles au Pérou, en Équateur et en Bolivie grâce à l'appui de la DDC. Le projet consiste à appliquer d'anciennes connaissances sur des plantes indigènes traditionnelles, à en produire et à les conditionner pour les distribuer sur le marché local.

Dans quatorze communes de Cuba, l'introduction du biogaz pour cuisiner a apporté de multiples avantages à plus de 1000 familles. D'une part, le projet a permis de créer plus de cent nouveaux emplois; d'autre part, les résidus de la production du biogaz, utilisés comme engrais, ont augmenté le rendement de plus

de 1800 hectares de terres arables. Ce modèle a suscité un vif intérêt dans tout le pays et sera bientôt appliqué dans d'autres communes.

L'accès à l'eau potable dans les zones rurales constitue toujours l'un des principaux défis dans l'ensemble de la région. Les activités de la DDC ont cependant permis d'enregistrer des succès de taille: aux environs de Cuzco, au Pérou, plus de la moitié des habitants (contre un tiers en 2007) ont désormais accès à de l'eau potable. En Amérique centrale, l'accès à l'eau a également été amélioré: 11 000 nouvelles familles en bénéficient.

Etat de droit

Entre 40 et 50 % de toutes les femmes d'Amérique latine sont victimes de la violence des hommes. Celle-ci a de graves conséquences pour la santé et la prospérité des femmes et engendre de plus d'énormes

Aux environs de Cuzco, au Pérou, plus de la moitié des habitants (contre un tiers en 2007) ont désormais accès à de l'eau potable.

coûts sociaux. Dans un programme mené en Bolivie, la DDC a persuadé 40 communes d'allouer davantage de ressources aux centres de consultation qui fournissent des conseils juridiques et pratiques aux femmes concernées. Dans 34 autres communes, elle a soutenu la mise en place et le développement de tels centres. Ces efforts ont porté leurs fruits: durant l'année sous revue, 27 000 femmes à travers tout le pays ont osé dénoncer les auteurs de ces violences.

Pour lutter contre le travail forcé et les conditions de travail qui portent atteinte à l'intégrité corporelle, la Bolivie s'est dotée d'une nouvelle politique, dont l'élaboration et la mise en œuvre font appel à l'expérience de la DDC. Cette politique a déjà fait ses preuves, puisque quelque 2000 Guaranis – une ethnie autochtone – ont pu s'affranchir de ce type de rapports de travail. De gros propriétaires fonciers ont été expropriés et la terre que les Guaranis avaient jusqu'alors travaillée a été attribuée à leur peuple.

Au Nicaragua, les actions entreprises pour lutter contre la corruption engrangent des succès: grâce au fonds anticorruption cofinancé par la DDC, le ministère public a augmenté de 40 % (en 2008) à 98 % (en 2010) le nombre des cas traités; plus de 5000 employés de l'État ont suivi des cours sur l'éthique et les délits de corruption; dans deux tiers de toutes les communes, on encourage les citoyennes et les citoyens à contrôler davantage les pratiques des services publics. Grâce à ce projet, la Suisse contribue à promouvoir la transparence et à optimiser la mise en œuvre des ressources publiques au service du développement.

Aide humanitaire

À cause du conflit armé qui l'agite depuis 50 ans, la Colombie compte environ 4 millions de déplacés internes et détient le triste record mondial des victimes de mines. Malgré les réformes lancées en 2010 par le président Juan Manuel Santos, les conséquences humanitaires du conflit demeurent terribles, en particulier dans les campagnes.

La DDC s'est surtout attachée à assurer la protection de la population concernée et à améliorer les conditions de vie, notamment celles des déplacés

Au Pérou, l'année 2011 a été marquée par le lancement d'un projet de gestion intégrée des déchets à Chiclayo. A l'avenir, les déchets seront triés, recyclés ou déposés en respectant l'environnement.

internes. Avec le concours de partenaires bilatéraux et multilatéraux, l'Aide humanitaire a sensibilisé en 2011 environ 4600 personnes, issues de cinq communautés autochtones, aux dangers des mines anti-personnel. Grâce à l'engagement de la DDC, plus de 1700 familles bénéficient en outre d'un meilleur accès aux services de base (soins de santé, eau et logement).

Le Honduras, l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine, est régulièrement frappé par des catastrophes naturelles (cyclones, inondations et glissements de terrain). Il se trouve également dans l'une des régions du monde les plus menacées par le changement climatique. En collaboration avec la Croix-Rouge suisse (CRS), la DDC s'efforce d'atténuer la vulnérabilité de la population face aux dangers, de lutter contre la pauvreté et d'accroître les capacités locales à gérer les catastrophes naturelles. Des campagnes de sensibilisation ont été menées avec succès dans une soixantaine de communautés villageoises du département d'Olancho: 2700 familles possèdent désormais des connaissances de base sur les principaux risques et sur la manière de les prévenir. Lors des dernières catastrophes, des comités de prévention et de protection civile ont ainsi réduit le nombre de victimes humaines. De plus, les biens vitaux ont subi nettement moins de dégâts.

Coopération économique au développement

Ces dernières années, le SECO a nettement élargi le programme qu'il réalise au Pérou. L'année 2011 y a été marquée par le lancement d'un projet de gestion intégrée des déchets à Chiclayo, sur la côte nord du pays. Appelé à faire école, ce projet contribuera au traitement des 120 tonnes de déchets produits

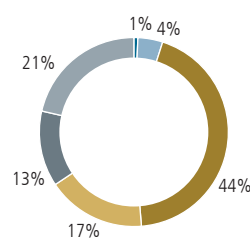
quotidiennement dans cette ville. Ceux-ci seront triés, recyclés ou entreposés dans des décharges respectueuses de l'environnement. La consolidation des finances publiques a par ailleurs suscité des échos positifs auprès du gouvernement et d'autres donateurs. Le travail visant à optimiser la gestion des finances et des impôts par l'autorité centrale s'est poursuivi. Divers gouvernements régionaux ont en outre bénéficié d'un appui pour établir leur planification financière avec plus d'efficacité et de transparence.

Un programme destiné à accroître la confiance des investisseurs vise à faciliter la création de nouvelles entreprises. Il prévoit, d'une part, de lever les obstacles administratifs dans le secteur du tourisme et, d'autre part, de simplifier les échanges commerciaux en améliorant la gestion des ports. Ces mesures contribuent à réduire la place de l'économie de l'ombre au Pérou. D'autres projets ont en outre été poursuivis, afin de promouvoir les exportations locales de biens produits de manière durable, tels le cacao, le café et les bananes.

Le SECO a également intensifié ses activités en Colombie. La compétitivité de 100 entreprises familiales a été améliorée par une meilleure gestion et un accès facilité à des sources de financement. Le SECO a en outre accordé une attention particulière aux procédures d'octroi de permis de construire ainsi qu'à l'élaboration et à l'application d'une nouvelle loi sur la construction durable. En augmentant l'efficacité énergétique et en abaissant sa consommation de ressources naturelles, la Colombie pourrait en effet réduire considérablement ses émissions de CO₂.

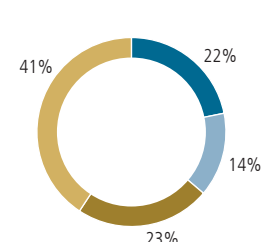
Au Guatemala, la mise en place d'un système de gestion des données territoriales s'est achevée en 2011 au niveau communal. Par ailleurs, la filière de formation de la future école de géomètres pourra être suivie à distance (e-learning). |

Amérique latine: DDC
répartition par thème 2011



- Santé
- Education
- Agriculture, eau et environnement
- Etat de droit, démocratie
- Autres (économie et emploi/prévention des conflits)
- Aide humanitaire

Amérique latine: SECO
répartition par thème 2011



- Développement du secteur privé
- Financement des infrastructures
- Soutien macroéconomique
- Promotion du commerce

“ Je dirige l’usine de briques Alcarraza, implantée dans la banlieue de Medellín. Ces deux dernières années, j’ai suivi divers cours de perfectionnement sur les technologies et la concurrence, qui ont été organisés par le centre de production propre. Lors de l’un de ces cours, j’ai appris que le gouvernement suisse soutenait un programme de crédit qui encourage la conversion technologique de petites et moyennes entreprises (PME).

Comme je cherchais justement à remplacer mon appareil de production et que je souhaitais investir dans une technologie plus performante, j’ai soumis un projet aux responsables du programme. Leur réaction fut positive, car les nouvelles installations devaient apporter des avantages écologiques et économiques. On m’a accordé un crédit de 800 000 dollars US en 2010 et, la même année, nous avons pris livraison d’un four flambant neuf.

En 2011, nous avons pu déterminer que la nouvelle installation consomme 70% d’énergie en moins que l’ancienne. Nous avons aussi constaté avec satisfaction que la qualité des briques s’était sensiblement améliorée, ce qui a réduit les pertes à la production. Ces progrès nous ont ouvert de nouveaux marchés et nous ont permis de hisser l’entreprise à un tout autre niveau. La nouvelle technologie adoptée a aussi amélioré les conditions de travail: mes employés n’ont plus besoin de pénétrer dans le four.



L’usine de briques de LUÍS BERNARDO VALDERRAMAS a bénéficié du Green Credit Trust Fund du SECO. Ce programme de crédit, mis en œuvre en Colombie, au Pérou et au Viet Nam, stimule la compétitivité des PME tout en réduisant leur impact sur l’environnement.

DES BRIQUES PRODUITES DANS LE RESPECT DE L’ENVIRONNEMENT



GEORGE ADONIS vit en Haïti. La formation de maçon à Petit-Goâve est organisée grâce à l’Institut national de la formation professionnelle d’Haïti (INFP) et soutenue par la DDC. En cas de séisme, des bâtiments plus stables réduisent le nombre de victimes humaines et les dégâts aux infrastructures.



HAÏTI: DES MURS À TOUTE ÉPREUVE POUR PETIT-GOÂVE



Je travaille comme maçon à Petit-Goâve, en Haïti. Il y a quelque temps, j’ai suivi une formation sur la construction de murs au Centre de compétence Reconstruction. J’ai beaucoup appris et j’en suis fier. Les explications que l’on nous a fournies étaient très claires, tant durant les cours théoriques que lors des exercices pratiques. Les nouvelles techniques que j’ai apprises ont complètement modifié ma manière de travailler.

Ce cours marque un tournant important dans mon activité professionnelle: grâce à mon diplôme de l’Institut national de la formation professionnelle, je peux à présent travailler comme

maçon pour deux organisations internationales qui ont leur siège à Petit-Goâve. Les nouvelles connaissances que j’ai apprises, je les utilise quotidiennement sur les chantiers et j’espère que d’autres maçons suivront aussi la formation auprès de l’INFP. Cette formation nous a permis d’apprendre les bonnes pratiques de la construction et de devenir de vrais professionnels!





Après 30 ans de conflit, l'éducation joue un rôle crucial, non seulement pour le développement économique de l'Afghanistan, mais aussi pour la gestion du conflit, l'égalité des chances et l'équité au sein de la société afghane (salle de classe dans la région de Shighnan, province du Badakhchan).

Europe de l'Est et CEI

Dans l'aide à la transition qu'elle destine aux Balkans occidentaux, à la Transcaucasie et à l'Asie centrale, la Suisse s'attache à promouvoir l'Etat de droit, la démocratie et une économie de marché à caractère social, tout en renforçant la société civile. La Suisse contribue à stabiliser les régions sujettes à l'agitation politique, offre de meilleures perspectives à leurs habitants et diminue ainsi la pression migratoire. Avec la contribution à l'élargissement, elle participe depuis 2007 à la réduction des disparités économiques et sociales au sein de l'Union européenne. Cette contribution renforce les relations bilatérales avec les nouveaux États membres de l'UE, favorise la sécurité et la stabilité en Europe et ouvre à l'économie suisse de nouvelles possibilités d'investissement dans l'est de l'UE.

En 2011, les États des Balkans occidentaux se remettaient encore de la crise financière. En se rap-

Tandis que les pays des Balkans occidentaux gagnent en stabilité politique, les structures étatiques et l'absence de perspectives économiques font obstacle à l'accélération du développement en Asie centrale. La lutte contre la pauvreté joue un rôle décisif dans la transformation des systèmes politiques et économiques.

prochant de l'UE, ils ont gagné en stabilité politique. Si la croissance s'est ralentie dans la plupart des pays de la CEI et en Géorgie, elle a néanmoins affiché un niveau appréciable. Les régimes autoritaires en place ont toutefois entravé les progrès vers la démocratie et une économie de marché à caractère social. Divers conflits larvés (dans le Caucase, par exemple, ou les tensions autour de la Transnistrie en Moldavie) demeurent irrésolus. De plus, l'ampleur de la pauvreté et l'absence de perspectives recèlent un potentiel explosif dans divers pays d'Asie centrale.

Balkans occidentaux – aide à la transition

Les programmes de la DDC dans les Balkans occidentaux se concentrent sur deux domaines thématiques: promotion de l'État de droit et de la démocratie, d'une part; formation professionnelle et amélioration de l'emploi pour les jeunes, d'autre part. Ils contribuent aussi à garantir un approvisionnement durable en eau.

L'emploi des jeunes

Le fort taux de chômage parmi les jeunes (jusqu'à 50%) représente un défi de taille dans tous les pays des Balkans occidentaux. Voilà pourquoi la Suisse soutient des filières qui forment chaque année quelque 5000 diplômés. À présent, il importe cependant de mieux faire coïncider l'offre de main-d'œuvre et la demande de certaines qualifications. La DDC s'attache dès lors à renforcer

la coopération entre économie privée et instituts de formation en s'inspirant des précieuses expériences fournies par le système suisse de formation duale. En Bosnie et Herzégovine, la DDC a lancé un dialogue qui a réuni 189 organismes (entreprises privées et services de placement étatiques et privés) et qui sert à mieux cerner la demande de compétences professionnelles sur le marché. Les bourses de l'emploi qui ont été

En Ukraine et en Moldavie, la santé des mères, des enfants et des nourrissons s'améliore dans les régions qui bénéficient de l'appui de la DDC.

organisées ont permis à 930 jeunes adultes de trouver du travail et ont montré que les liens entre agences de placement étatiques et privées (y compris celles qui sont sur Internet) jouent un rôle crucial. Le projet devrait être élargi au Kosovo et à l'Albanie en 2012.

Eau et éducation à l'environnement

Un approvisionnement fiable en eau est l'une des conditions fondamentales de la stabilité sociale et du développement économique. En 2011, huit nouveaux réseaux d'adduction d'eau et trois stations d'épuration ont été construits pour desservir 18 villages du Kosovo. Au total, 45 000 personnes ont désormais de l'eau en suffisance.

Se fondant sur les travaux préparatoires menés par une commission de l'eau cofinancée par la Suisse, le gouvernement kosovar a défini les compétences des sociétés régionales de l'eau, de même que leurs responsabilités à l'égard des communes. Avec l'appui de la DDC, un rapport national a rendu compte des prestations fournies par ces sociétés: durant la période

considérée, la part de la population au bénéfice d'un approvisionnement fiable en eau a augmenté de 5%, les montants facturés pour l'eau de 6%. Il n'en reste pas moins que 30% des habitants ne sont toujours pas raccordés à un réseau public d'eau potable et que 36% des factures d'eau demeurent impayées.

En Macédoine, l'éducation à l'environnement a été intégrée dans les programmes des écoles publiques. Une sensibilisation écologique s'impose d'urgence, ne serait-ce que pour développer le tourisme local.

Coopération économique

L'une des priorités des activités du SECO dans les Balkans occidentaux est le financement d'infrastructures dans les domaines de l'énergie, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. En Albanie, un réseau d'adduction d'eau et une station d'épuration installés à Lezha sont venus compléter le programme en 2011, de sorte que 46 000 personnes jouissent à présent d'une eau potable de meilleure qualité. Un nouveau projet assure par ailleurs la surveillance de barrages sur le Drin et le Mat. En Bosnie et Herzégovine, le projet d'adduction d'eau de Prijedor a été achevé avec succès: 74 000 personnes ont désormais accès à de l'eau potable.

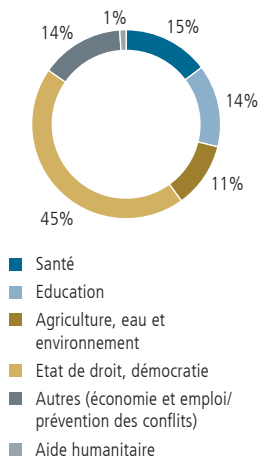
Afin de consolider l'économie des pays partenaires, le SECO a financé des projets destinés à améliorer le climat de l'investissement, à instaurer la transparence dans la gestion des finances publiques et à promouvoir le commerce. En Serbie, un programme qui assistait le Ministère des finances dans l'établissement du budget a pris fin. Les activités menées aident la Serbie à appliquer les prescriptions de l'UE sur la gestion des finances de l'État et dès lors à répondre aux exigences d'une future adhésion à l'UE.

Communauté des États indépendants – aide à la transition

Eau et développement rural

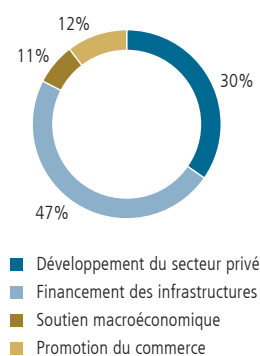
En 2011, la DDC a contribué à optimiser la gestion de systèmes d'irrigation qui desservent une superficie de 250 000 km² dans la plaine de Fergana (Asie centrale). Dans cette région, qui compte environ 3 millions d'habitants, 4 000 agriculteurs ont appris à utiliser l'eau de manière économe. La gestion intégrée de l'eau, qui fait dans la mesure du possible intervenir les divers groupes de consommateurs de tout un bassin versant, figure désormais parmi les éléments fondamentaux de la législation tadjike. Ces huit dernières années, 160 groupes d'utilisateurs ont en outre été fondés pour gérer l'eau destinée à l'agriculture. En Moldavie, 13 000 personnes de plus ont, depuis 2009, accès à de l'eau potable et à des installations sanitaires de base. En Asie centrale, un tel accès a pu être assuré ces quatre dernières années à 95 000 habitants des zones rurales et à 250 000 personnes vivant dans les agglomérations urbaines.

Europe de l'Est/CEI: DDC
répartition par thème 2011¹



¹ Sans contribution à l'élargissement de l'UE

Europe de l'Est/CEI: SECO
répartition par thème 2011¹



¹ Sans contribution à l'élargissement de l'UE

En Arménie, le nombre d'agriculteurs ayant pu recourir à des services vétérinaires a fortement augmenté. Dans la région concernée, la production de lait s'est ainsi accrue de 15%, tandis que le revenu moyen des paysans augmentait de 10%. En Géorgie, le Ministère danois des affaires étrangères a invité la DDC à prendre en charge un programme de développement rural d'un budget global de plus de 11 millions de francs. Les projets vont profiter à 400 000 personnes en Géorgie, à 45 000 autres en Arménie et à 50 000 personnes en Azerbaïdjan.

et moyennes entreprises (PME) pourront profiter d'un allègement de la réglementation sur les licences. Le nombre des règlements devrait en effet passer de plus

En Asie centrale, le SECO soutient plus de vingt entreprises textiles dans leurs efforts pour améliorer la productivité et accéder aux marchés étrangers.

Santé et développement social

Au Kirghizistan et au Tadjikistan, la DDC a contribué à inscrire les soins de santé primaires et le principe du médecin de famille dans les stratégies de santé. La création de 1420 comités villageois au Kirghizistan, la formation de leurs membres et le travail de quelque 1000 bénévoles au Tadjikistan ont permis de sensibiliser la population aux questions liées à la santé. Les États ont par ailleurs accru les dépenses publiques consacrées aux soins de santé primaires. Enfin, environ 60 médecins de famille et 135 infirmières ont achevé leur formation au Tadjikistan en 2011. Dans les régions du Kirghizistan visées par les projets de la DDC, les cas de brucellose ont diminué de 50% et ceux d'anémie chez les enfants de 20%.

En Ukraine et en Moldavie, la santé des mères, des enfants et des nourrissons s'améliore dans les régions qui bénéficient de l'appui de la DDC. En Moldavie, le système de santé a été réorganisé: les autorités ont notamment régionalisé la médecine d'urgence et les soins intensifs pour les enfants. La qualité des soins et de l'infrastructure médicale a progressé dans le nord et le centre du pays, et le recours aux services médicaux s'est accru de 15%. Un module consacré à la santé psychique a en outre été intégré dans la formation des médecins. Les gouvernements de la région ont inscrit diverses innovations de la DDC dans les dispositions légales, c'est le cas du programme visant à développer la médecine périnatale en Ukraine.

Au Tadjikistan, 5400 personnes font appel chaque année à des services de consultation juridique, notamment pour régler des conflits de propriété ou de succession. Par ailleurs, des centres spécialisés prennent en charge 2350 victimes de violences domestiques, principalement des femmes.

Coopération économique

Pour faire face à la forte dépréciation monétaire dans les pays de la CEI, le SECO a participé à des initiatives destinées à promouvoir l'octroi de crédits en monnaie locale et à renforcer les marchés locaux des capitaux. Des programmes régionaux ont été lancés pour mettre sur pied des bureaux de crédit ainsi qu'une certification de la gestion des risques, afin d'atténuer encore le risque de défaut de crédit. Au Tadjikistan, les petites

de 600 à moins de 100, ce qui permettra aux PME d'économiser plus de 10 millions de dollars US par an.

En Asie centrale, le SECO soutient également plus de vingt entreprises textiles dans leurs efforts pour améliorer la productivité et accéder aux marchés étrangers. Plusieurs d'entre elles ont pu participer à des foires internationales et négocier de nouveaux contrats.

En matière de financement des infrastructures, l'accent a été mis sur la qualité de l'approvisionnement en eau et sur la couverture des coûts. Au Tadjikistan, 40 000 personnes reçoivent de l'eau potable de meilleure qualité, et c'est également le cas de 70 000 personnes au Kirghizistan. Vu l'énorme gaspillage des ressources qui caractérise l'Ukraine, les activités ont continué à se concentrer sur l'accroissement de l'efficacité énergétique.

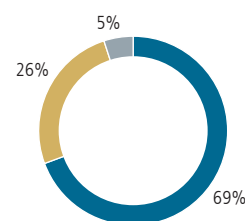
Europe centrale et pays baltes – contribution suisse à l'élargissement

La mise en œuvre de la contribution à l'élargissement est en bonne voie. Dans les dix États qui ont adhéré à l'UE en 2004, la Suisse avait approuvé, fin 2011, un total de 144 projets qui représentent ensemble environ 695 millions de francs. Voici quelques-uns des objectifs visés: modernisation de 22 hôpitaux publics en Lituanie, afin d'améliorer le système de santé; programme de microcrédits en Lettonie pour faciliter l'accès des PME aux capitaux; préservation et protection durable d'écosystèmes en Slovaquie. La Pologne recevra près de la moitié de la contribution à l'élargissement et l'argent servira entre autres à financer dix projets dans le sud-est du pays, une zone structurellement défavorisée. Ces projets atténueront les disparités régionales au sein de la Pologne et stimuleront le potentiel local de développement, dont les produits locaux et le tourisme.

En République tchèque et en Slovaquie, la réalisation de premiers projets partenariaux dans les domaines de la protection de l'environnement et des affaires sociales a notamment fait appel à du savoir-faire suisse.

Depuis 2009, la Suisse apporte également son appui à la Bulgarie et à la Roumanie, qui ont adhéré à l'UE en 2007. L'année 2011 a été marquée par l'adoption des premiers projets, qui s'inscrivent en particulier dans les domaines suivants: sécurité, recherche, formation, transports publics et promotion de la société civile. |

Absorption financière de la contribution à l'élargissement de l'UE, état fin 2011



■ Projets approuvés à titre définitif
■ Idées de projets approuvées
■ Coûts administratifs de la Suisse 2008 à 2017

“ J’ai toujours accordé une grande importance à ma formation, car la plupart des Roms de Paracin n’ont même pas suivi l’école élémentaire. Pour ma part, je voulais permettre à ma famille de vivre dans la dignité. Après le lycée, j’aurais volontiers étudié la langue et la littérature serbes, mais les circonstances en ont décidé autrement.

Un jour, la télévision a diffusé un reportage sur un projet que la Croix-Rouge réalise à Paracin en faveur des enfants défavorisés. Comme les responsables du projet étaient à la recherche de collaborateurs et de collaboratrices, j’ai décidé de me présenter. Ici, les enfants de familles pauvres n’ont guère de perspectives. Ils vivent très loin de l’école, leurs parents ont une mauvaise formation et sont souvent sans emploi. Je voulais aider ces enfants à achever leur scolarité et à oser faire quelque chose pour améliorer leur sort.

Au début, le travail était pénible. Il n’est pas facile de s’occuper d’enfants qui ont grandi dans un contexte complètement différent que la majorité

des jeunes de Serbie. J’étais aussi nerveuse à cause de mon manque d’expérience. Mais les choses se sont vite arrangées: le travail avec les enfants a éveillé en moi un intérêt toujours plus grand et j’y ai découvert ma véritable vocation. J’ai donc décidé de suivre un cours de perfectionnement à Krusevac pour devenir maîtresse d’école enfantine. L’expérience du projet de Paracin m’a été très utile. Et puis l’impression que les enfants avaient besoin de moi m’a motivée à terminer rapidement mes études.

Entretemps, nombre d’enfants du projet ont fait de grands progrès. Ces dernières années, 80 d’entre eux ont pu rejoindre l’école primaire ordinaire, et quelques-uns ont obtenu de très bonnes notes. Nous en sommes très fiers.

SERBIE: FORMATION SCOLAIRE POUR LES ENFANTS ROMS



Maîtresse d’école enfantine, **VIOLETA NIKOLIC** est née dans une famille rom de Paracin. Destinée aux enfants d’origine rom vivant en Serbie et aux enfants souffrant d’un handicap, le programme financé par la DDC vise à intégrer les populations les plus pauvres dans le système scolaire d’ici 2015.

TOLOGON JAMALOV vit au Kirghizistan. Le spécialiste qui l’a conseillé avait suivi une formation dans le cadre du «Business Advisory Services Programme» de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Financé par le SECO, ce programme appuie les entreprises dans la recherche d’un conseiller local pour lancer une affaire.

KIRGHIZISTAN: LE BIOGAZ REMPLACE LE BOIS



“ Je suis agriculteur dans une région reculée du district de Naryn, au Kirghizistan. Mes pâturages d’été se trouvent dans la région de Kochkor, dans une gorge dont le nom est Kurgak. Cette zone se distingue par de brusques changements de temps. Pour cuisiner et chauffer ma yourte, j’ai besoin de bois. Mais le bois est un bien rare en montagne, et en ramasser prend beaucoup de temps.

Un jour, j’ai entendu parler d’installations de biogaz. J’ai pensé que le biogaz me permettrait d’être plus efficace au travail et de réduire les coûts de production. Tous les systèmes que j’avais vus étaient toutefois fixes et ne répondaient pas du tout à mes besoins. J’ai donc pensé construire une installation mobile, que je pourrais transporter facilement vers mes pâturages d’été. J’ai présenté mon idée à un conseiller, connu pour sa volonté de promouvoir le biogaz. Je suis parvenu à le convaincre de m’aider et nous nous sommes lancés dans la réalisation en partant d’un ancien wagon-citerne soviétique.

C’est ainsi que je suis devenu l’heureux propriétaire de la première installation mobile de biogaz au Kirghizistan.

L’installation utilise des panneaux solaires pour chauffer l’eau et produit aussi bien du méthane, que de l’eau chaude et de l’engrais. Son principe est simple: on introduit le fumier du bétail dans le réacteur, où intervient la fermentation. L’installation peut transformer 300 kg de fumier par jour et produit en une année près de 60 tonnes d’engrais bio et 1800 m³ de biogaz.

Je suis très content, car mon installation me permet de cuisiner et de chauffer mon logement plus facilement. J’utilise l’engrais sur mon jardin potager et augmente ainsi la fertilité du sol. D’autres agriculteurs s’intéressent beaucoup à cette nouvelle technologie.

J’aimerais maintenant convaincre mon conseiller de construire une éolienne mobile. Une telle installation me simplifierait encore une fois la vie, parce que les coupures de courant sont fréquentes à la ferme et qu’il n’y pas d’électricité dans les pâturages.

Coopération multilatérale

Coopération multilatérale et coopération bilatérale sont complémentaires. La négociation de normes climatiques et environnementales mondiales, la prévention d'épidémies ou la gestion des crises et des catastrophes passent par des organisations multilatérales fortes. La Suisse participe activement à la définition de leurs politiques.

Les défis mondiaux déterminent les chances de développement des pays pauvres et jouent un rôle croissant dans la lutte contre la pauvreté. Or les organisations multilatérales possèdent les ressources techniques et financières requises, de même que le poids et l'expérience nécessaires afin de coordonner et de mettre en œuvre des mesures efficaces, tant au niveau des États qu'au plan international. Les institutions financières internationales (Banque mondiale et banques régionales), les institutions de l'ONU et les réseaux mondiaux sont en outre à même d'exercer une grande influence sur la politique des pays pauvres.

Les organisations multilatérales sont les dépositaires de connaissances et d'un savoir-faire précieux. Le rapport sur le développement dans le monde 2011, publié par la Banque mondiale, traite par exemple des conflits, de la sécurité et du développement, et formule des recommandations permettant de surmonter des situations fragiles et de promouvoir un développement durable. Dans un autre de ses rapports, la banque a abordé le rôle central de la femme dans le développement, démontrant que l'égalité entre hommes et femmes a un effet positif sur la croissance économique.

Participation de la Suisse

La Suisse aide à surmonter les défis mondiaux. Elle est représentée au sein des organes dirigeants et de surveillance des institutions financières internationales et des agences de l'ONU, et leur verse des contributions financières. Elle peut ainsi faire valoir ses intérêts nationaux dans les processus de décision. La DDC et le SECO contribuent à orienter les politiques et les programmes que les organisations multilatérales réalisent pour lutter contre la pauvreté, surmonter les crises et faire face aux défis mondiaux.

En février 2011, le Parlement a décidé de faire passer les ressources allouées à l'aide publique au développement à 0,5% du revenu national brut (RNB)

jusqu'en 2015. L'augmentation comprend 272 millions de francs supplémentaires pour l'engagement de la Suisse dans le cadre du Fonds africain de développement, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de l'Initiative multilatérale de désendettement.

Les négociations concernant la reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale (IDA-16) ont débouché sur un succès. En 2011, le Conseil fédéral a décidé de verser un montant de près de 600 millions de francs à l'IDA-16 pour les trois années à venir.

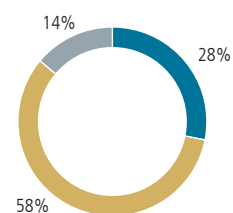
Coopération accrue en cas de crise

En 2011, la Banque mondiale et la famille onusienne ont plaidé pour un renforcement de la coopération en cas de crise. Un tel renforcement permettrait de mieux coordonner et de mettre en œuvre plus efficacement les ressources financières et techniques en vue de surmonter les crises et de protéger les groupes de population les plus vulnérables. La Suisse a appuyé les efforts de coordination, notamment dans les contextes fragiles et les situations de conflits.

Depuis quelques années, les organisations multilatérales consentent de gros efforts afin d'accroître l'efficacité de l'aide et de rendre compte des résultats engrangés. La Suisse est par exemple partenaire du Réseau de mesure des performances des organisations internationales (MOPAN).

La Suisse prend une part active à la réforme du système des Nations Unies. En 2011, elle a apporté son appui à l'élaboration de la résolution du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC) sur les activités opérationnelles, qui réserve une place particulière à la mise en place d'une gestion axée sur les résultats et aux travaux consacrés à la transition dans les pays post-conflit. L'ECOSOC est l'organe central qui assure la coordination des activités économiques et sociales des diverses agences de l'ONU.

APD multilatérale de la Suisse 2011



■ Organisations des Nations Unies
■ Institutions financières internat.
■ Autres

«Economie verte» et lutte contre la pauvreté

En prévision de la Conférence de l'ONU sur le développement durable (Rio+20), la Suisse a formulé, en 2011, des propositions destinées à concrétiser la notion d'«économie verte». Dans ses suggestions, elle a souligné le poids de divers aspects relevant de la politique de développement: agriculture durable et sécurité alimentaire, gestion durable de l'eau et approvisionnement énergétique, exploitation durable des écosystèmes, etc. La conférence se tiendra en juin 2012 à Rio. À côté de l'instauration d'une «économie verte» propice au développement durable et à la lutte contre la pauvreté, le cadre institutionnel d'un développement durable sera le deuxième grand thème à l'ordre du jour.

Aide humanitaire multilatérale

L'Aide humanitaire a mis en œuvre deux tiers des moyens disponibles par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), de diverses agences de l'ONU et d'institutions régionales, les contributions de la Suisse prenant la forme de versements financiers ou de fourniture de matériel. L'Aide humanitaire a par ailleurs mis à la disposition d'organisations multilatérales des professionnels spécialisés, par exemple, dans le domaine de l'eau potable ou de la logistique.

Membre de diverses institutions des Nations Unies, la Suisse a défendu activement le droit international humanitaire et le respect des grands principes humanitaires que sont la neutralité, l'indépendance et l'impartialité. Dans le cadre des réformes de l'ONU, elle a participé aux efforts de la communauté internationale visant à mieux coordonner les prestations humanitaires, à renforcer les mécanismes d'aide aux niveaux international, national et local et à accroître l'efficacité de l'aide. En 2010 et en 2011, la Suisse a présidé le Good Humanitarian Donorship, une alliance de 39 États qui ont convenu de faire respecter dans le monde entier les grands principes humanitaires ainsi que les règles opérationnelles de l'aide humanitaire. En assumant la présidence de ce groupe, l'Aide humanitaire de la Confédération a réaffirmé sa volonté d'accroître son influence au plan international. La Suisse a plus spécialement mis l'accent sur la protection des civils dans les conflits armés et sur l'application des principes humanitaires dans les activités quotidiennes. La plateforme permet d'harmoniser les manières de travailler des donateurs humanitaires.

L'Aide humanitaire a concentré sa coopération sur un nombre limité d'organisations partenaires dont le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et le Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF). |

Aujourd'hui âgée de 10 ans, SAÏFATH vit au Centre Laura Vicuna pour la réinsertion des enfants de Cotonou (Bénin), soutenu par l'UNICEF. Le centre se charge entre autres de la réinsertion sociale des enfants, dans leur famille ou chez des proches. Pour éviter les drames comme celui de Saïfath, le Bénin s'est doté, avec l'appui de l'UNICEF, d'une politique nationale de protection de l'enfance, d'une loi réprimant le trafic d'enfants et des instruments légaux pour l'appliquer. La Suisse verse chaque année un montant de 20 millions de francs à l'UNICEF.



«JE DEVAIS VENDRE DES CHAUSSURES, ALORS QUE JE N'EN AVAIS JAMAIS PORTÉ.»

Je suis née dans une famille pauvre de Kpédékpo, un village dans le sud du Bénin. Lorsque j'ai eu 5 ans, mon père m'a confiée aux bons soins d'une famille d'accueil de Cotonou. Le chef de famille avait promis de l'argent à mon père et une meilleure vie pour moi. Comme on m'a maltraitée et que l'argent n'est jamais venu, mon père m'a ensuite placée dans deux autres familles. L'histoire s'est toutefois répétée et il est venu me rechercher.

Lorsque j'ai eu huit ans, une tante éloignée a promis de m'envoyer à l'école à Cotonou. Mes parents m'ont donc laissée partir avec elle. Mais elle n'a pas tenu sa promesse. Tous les matins, je devais d'abord m'occuper du ménage, puis accompagner ma tante au marché pour vendre des chaussures. Moi-même, j'étais toujours pieds nus. Ma tante ne me donnait de la cassave (manioc) qu'une fois par jour, de sorte

que j'avais souvent faim. Le soir, je devais à nouveau travailler au ménage. Lorsque je n'étais pas obéissante, elle me battait. Je suis devenue très maigre et j'étais toujours fatiguée et triste.

Un jour, la femme qui tenait l'échoppe voisine m'a demandé pourquoi j'étais si fatiguée. Ma tante ma surprise en train de lui parler et m'a punie le soir venu. Le lendemain, j'avais les yeux enflés et un bras cassé. Les femmes du marché sont intervenues. Deux heures plus tard, quelqu'un du service de protection de la jeunesse est venu et m'a emmenée au foyer. Ici, on me donne assez à manger, on ne me bat pas et je peux aller à l'école.



Chaiwan Khalaf Mohammed, 11 ans, est debout sur le toit de sa maison, dans une région d'Irak habitée par des Kurdes. Si les antennes paraboliques et les téléviseurs sont bons marché, le diesel nécessaire pour faire fonctionner le générateur est hors de prix. Les villageois mettent en commun leurs économies pour faire fonctionner le générateur du village une à deux heures par jour.

Défis mondiaux

Les lois et les mesures édictées à l'échelle nationale ne suffisent pas pour relever les défis mondiaux tels que le changement climatique, les pénuries d'eau, le manque de sécurité alimentaire et les migrations. La résolution de ces vastes problèmes passe avant tout par la coopération internationale, dont elle ne manquera pas de modifier les modes de fonctionnement.

La DDC mène des programmes globaux afin de préconiser certaines solutions au sein d'organes internationaux et de fonds multilatéraux et de lancer des projets pilotes novateurs destinés à influencer les orientations politiques, également dans les pays émergents. À cet effet, elle collabore étroitement avec les offices d'autres départements fédéraux. En 2011, le SECO a notamment mené des activités dans les domaines du changement climatique, de l'eau et de la migration. Les programmes globaux complètent idéalement la coopération bilatérale et multilatérale, et la Suisse compte leur accorder plus de poids encore à partir de 2013.

Changement climatique

Le changement climatique détermine largement la dynamique du développement en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Les efforts d'adaptation à ce changement vont très souvent de pair avec la lutte contre la pauvreté: en parvenant à diversifier leurs moyens de subsistance, les habitants des zones rurales deviennent non seulement moins vulnérables face à des pertes de récolte causées par des événements climatiques, mais parviennent aussi à s'extraire quelque peu de la misère.

La réglementation mondiale sur la préservation du climat manquant toujours de rigueur, les progrès nationaux sur le front de l'adaptation au changement climatique et de la réduction des émissions de CO₂ revêtent une importance cruciale. En Inde, la DDC a participé à l'organisation de dialogues sur l'impact du changement climatique, qui interviennent à différents niveaux. Ils ont permis de porter les expériences de la population à la connaissance des plus hauts responsables politiques. Ayant suscité des échos très favorables, ce processus a débouché sur la remise d'un plan d'action national au Parlement indien. Les propositions concernant le climat

ont d'ailleurs été prises en compte lors de l'élaboration du plan quinquennal 2012–2016.

Une délégation de haut niveau de climatologues chinois est venue en Suisse en 2011, afin de s'informer en détail sur la place réservée au changement climatique dans la législation et de comprendre la taxe sur le CO₂. L'expérience suisse en matière de protection de l'environnement permettra à la Chine d'orienter sa politique climatique en connaissance de cause et en évitant d'emblée certaines erreurs. Elle pourra d'ailleurs puiser des idées aussi bien dans le programme sino-helvético-britannique d'adaptation au changement climatique que dans la collaboration avec des villes respectueuses du climat, soutenue par la DDC. Alors que le plan quinquennal chinois 2006–2010 ne traitait pas du développement à faible taux d'émissions, celui-ci figure parmi les priorités du plan 2011–2015. Le SECO appuie la réalisation du programme depuis 2011 en mettant à disposition des données fiables sur l'efficacité énergétique de biens de consommation.

En 2011, le SECO s'est attaché à intensifier la lutte contre les causes du changement climatique. En collaboration avec la Banque mondiale, il a contribué à promouvoir une gestion durable de la forêt tropicale, la diffusion d'énergies renouvelables dans des pays en développement défavorisés (Éthiopie, Honduras, Kenya, Mali et Népal) et l'adoption de technologies protégeant le climat dans l'industrie, les transports et les bâtiments. Ces activités sont financées par le commerce international de certificats d'émission.

En Roumanie, le SECO a soutenu la modernisation des réseaux de chauffage à distance, tout d'abord à Iași, puis à Bucarest. L'accroissement de leur efficacité énergétique a réduit les émissions de gaz à effet de serre et, en assurant un approvisionnement en chaleur et en eau chaude à la fois fiable et compétitif, ils améliorent les conditions de vie d'un total de 2,25 millions de personnes.

Sécurité alimentaire

Environ 1 milliard de personnes souffrent de la faim, et la sous-alimentation et la malnutrition ont encore gagné en ampleur. La croissance démographique et le changement climatique accroissent la pression sur les terres arables et sur la production alimentaire. Dans les pays émergents, l'accès restreint aux denrées alimentaires compte parmi les causes de troubles politiques. Parallèlement, les sols et la nourriture attirent toujours plus les investisseurs et font souvent l'objet de spéculations.

Produire des denrées alimentaires et en assurer la bonne distribution représente toujours une mission difficile. Le programme global Sécurité alimentaire de la DDC renforce et met en réseau les institutions publiques actives dans la recherche et la vulgarisation agricoles, aussi bien en Suisse qu'à l'étranger. Avec l'appui de la DDC, plus de 500 000 riziculteurs d'Asie sont parvenus, au cours des quinze dernières années, à accroître durablement leurs rendements.

En faisant intervenir directement des groupements d'agriculteurs concernés dans les pays en développement, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale a engrangé ses premiers succès dans la mise en place d'une réglementation mondiale, encore non contraignante, sur les investissements fonciers. La DDC a soutenu ces travaux.

En Asie, les petits paysans peuvent s'assurer contre les pertes de revenus provoquées par la sécheresse ou les inondations. En Ouganda et au Zimbabwe, des technologies mobiles facilitent l'accès des petits paysans aux services de vulgarisation. Dans le domaine de la protection des végétaux, plusieurs pays recourent à des «cliniques des plantes» au niveau villageois, afin de stimuler la collaboration entre recherche et vulgarisation. Les expériences engrangées serviront à étendre ces projets à des pays où les conditions politiques et environnementales sont moins favorables.

En collaboration avec des instituts internationaux de recherche et des organismes suisses spécialisés, le programme global continue de concentrer ses efforts sur la durabilité des structures de production dans la petite paysannerie, car elles jouent un rôle clé dans le développement rural.

Ayant mesuré toute l'importance de la migration, la coopération internationale l'intègre de plus en plus dans ses programmes. Ce faisant, elle vise à remédier à ses aspects négatifs, telle l'exploitation, et à mieux mettre son potentiel au service du développement. La réussite de ces efforts passe toutefois par une meilleure harmonisation des politiques économique, migratoire et de développement.

En 2011, la Suisse a présidé le Forum mondial sur la migration et le développement. Cette fonction lui a offert une bonne occasion d'approfondir le débat international sur divers sujets tels que la migration motivée par le travail, la migration irrégulière et les instruments de la politique migratoire. Les discussions ont incité nombre de pays, dont la Suisse, à ne plus considérer

Avec l'appui de la DDC, plus de 500 000 riziculteurs d'Asie sont parvenus, au cours des quinze dernières années, à accroître durablement leurs rendements.

les migrantes et les migrants uniquement comme des personnes à protéger, mais aussi comme des acteurs du développement à part entière.

La DDC encourage l'application de politiques globales du marché du travail au Népal, au Bangladesh et au Sri Lanka, et s'efforce de promouvoir la protection juridique des travailleuses et des travailleurs étrangers au Moyen-Orient. Elle espère ainsi permettre aux migrantes et aux migrants de contribuer davantage à la réduction de la pauvreté dans leur pays d'origine, tant au sein de leurs familles que dans leur entourage. Un nouveau partenariat migratoire conclu avec le Nigeria a sensiblement amélioré les relations de la Suisse avec ce pays et détendu le climat dans le domaine de l'asile.

Le SECO exploite le potentiel des mouvements migratoires pour promouvoir le développement économique dans le pays d'origine des migrants. Le Start-up Fund (SSF) du SECO a par exemple permis à un investisseur bosno-suisse de fonder un atelier de couture dans son ancienne patrie et de créer ainsi 180 emplois.

Migration

Quelque 3% de la population mondiale, soit 214 millions de personnes, sont des migrantes ou des migrants. Sur ce total, la moitié sont des femmes et 16 millions sont des réfugiés, et il faut encore leur ajouter quelque 26 millions de déplacés internes. Selon les estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT), 90% des migrations sont motivés par l'emploi.

Chaque année, les migrantes et les migrants transfèrent plus de 325 milliards de dollars US à leurs proches. Compte tenu des compétences qu'ils ramènent également dans leur pays, ils apportent ainsi une contribution de taille à la lutte contre la pauvreté.

Eau

En été 2011, la Corne de l'Afrique a connu un manque d'eau terrible. Cette crise régionale témoigne de l'aggravation des pénuries d'eau à l'échelle mondiale. Aujourd'hui déjà, le manque d'eau engendre souvent des conflits sociaux, voire internationaux.

Sous le nom de Blue Peace (paix bleue), la DDC a lancé un projet qui vise à rassembler les pays du Moyen-Orient, pour qu'ils élaborent ensemble un système commun de gestion des ressources en eau de la région. Une première table ronde réunie à Genève a suscité une grande attention au plan international,

mais aussi dans les pays concernés. Les participants ont défini les premières étapes devant conduire à l'institution d'une autorité commune en charge de l'eau.

Le nouveau programme Diplomatie de l'eau lancé par la DDC contribue à améliorer les banques de données et les capacités de négociation des autorités responsables de l'eau dans douze bassins versants internationaux. Les autorités internationales déjà mises en place dans cinq bassins versants d'Afrique de l'Est ont dès lors pu s'appuyer sur des données fiables lorsqu'il a fallu négocier l'exploitation commune des rivières.

En Amérique centrale et en Afrique de l'Ouest, 6000 familles paysannes ont acheté des systèmes bon marché de micro-irrigation et ont ainsi accru la qualité et la quantité des produits récoltés. En Amérique centrale, les systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte et de micro-asperion sont déjà fabriqués sur place. La continuation du programme est désormais garantie même sans l'appui de la DDC.

Le SECO a contribué à améliorer l'approvisionnement en eau dans la ville de Prijedor, en Bosnie et Herzégovine. Le projet a consisté à capter de nouvelles sources, à rénover les conduites existantes et à introduire des taxes à même de couvrir les coûts. Le réseau fournit de l'eau de qualité et en suffisance à 74 000 personnes, dont 23 000 réfugiés rentrés au pays. L'approvisionnement fiable en eau joue un rôle crucial dans leur bonne réintégration.

Gouvernance économique

La gouvernance économique comprend toutes les mesures qui favorisent la responsabilisation et la transparence dans le secteur économique. C'est l'un des fondements d'une économie politique à même de stimuler la croissance et l'emploi à long terme, mais aussi un moyen efficace pour lutter contre la corruption. Voilà pourquoi la promotion et le renforcement de la gouvernance économique sont l'un des éléments clés de la coopération économique au développement de la Suisse. Celle-ci accorde notamment une attention particulière aux efforts coordonnés à l'échelle mondiale, telle l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Aux termes de cette initiative, les multinationales s'engagent à faire connaître publiquement les taxes de concession qu'elles versent aux pays en développement pour l'exploitation de matières premières. De même, les gouvernements concernés publient les recettes qu'ils tirent des concessions. Avec l'aide du SECO, qui a financé des investigations minutieuses sur les recettes fiscales provenant de l'industrie pétrolière et minière au Pérou, ce pays a été le premier d'Amérique latine à accéder au groupe des pays répondant aux exigences de l'ITIE. Cet engagement a valu à la Suisse la grande reconnaissance non seulement du gouvernement péruvien, mais aussi des milieux internationaux. |

L'entreprise sociale IDEal Tecnologías a été fondée par l'organisation International Development Enterprises (IDE). Elle produit sur place des pompes à pied et des systèmes de micro-irrigation bon marché et les vend dans les villages par l'intermédiaire d'une chaîne de distribution durable. Ce projet de l'IDE bénéficie de l'appui de la DDC et du fonds pour un développement durable de COOP. Permettant d'économiser jusqu'à 70% d'eau, l'arrosage goutte à goutte contribue à prévenir les crises autour de l'eau dans nombre de régions. Partout dans le monde, le programme global Eau de la DDC soutient la production et la commercialisation de systèmes d'irrigation appropriés.



L'IRRIGATION GOUTTE-À-GOUTTE POUR TRAVERSER LES PÉRIODES DIFFICILES

“ Je m'appelle Abraham Zeledón. Je travaille pour la coopérative de commerce équitable UCA San Ramón, non loin de Matagalpa, au cœur de la région caféière du Nicaragua. En ce moment, les prix du café battent tous les records. Nos paysans savent cependant qu'ils vont s'effondrer un jour ou l'autre. Nous cherchons donc à nous diversifier pour ne pas dépendre uniquement du café. Avec un jardin potager, un caféiculteur peut accroître son revenu et mieux le répartir sur l'année. Le café ne rapporte de l'argent que durant les cinq mois de la récolte. Les sept autres mois, le cultivateur n'a que des dépenses, surtout pour l'engrais. Ce sont les «mois maigres» durant lesquels nombre de nos familles doivent se serrer la ceinture et ont souvent faim. Il n'est pas rare que l'argent fasse alors défaut pour envoyer les enfants à l'école. Nous allons tester les systèmes peu coûteux d'irrigation goutte à goutte d'IDEal Tecnologías dans nos jardins potagers puis

les revendre à nos membres. Nous espérons que la période difficile que traversent régulièrement les cultivateurs de café appartiendra bientôt au passé et que nous n'aurons plus à souffrir de la faim. ”

“ Mon nom est Celia Sandoval et j'habite à Tipitapa, non loin de Managua, au Nicaragua. J'ai neuf bouches à nourrir à la maison. Au printemps dernier, j'ai acheté deux petits systèmes d'irrigation goutte à goutte, à 300 cordobas (15 CHF) la pièce, pour mon jardin potager. J'ai récolté pour plus de 100 francs de tomates et de poivrons. Je ne vends pas mes légumes, car nous mangeons tout à la maison. Mais je n'ai plus besoin d'en acheter. ”

Les violents conflits entre les partisans du gouvernement et ses opposants ont fait de nombreuses victimes au Yémen en 2011. Par ailleurs, les flux de réfugiés et de migrants venus de la Corne de l'Afrique, la pauvreté, l'insécurité et le manque d'eau rendent la vie de la population encore plus difficile.



Partenariats

La DDC et le SECO collaborent étroitement avec des organisations non gouvernementales (ONG), le secteur privé, la recherche et d'autres partenaires. Grâce à ces partenariats, ils sont en mesure de mettre diverses compétences et expériences au service de la coopération internationale.

Pour atteindre ses objectifs, la coopération internationale de la Suisse a besoin de prestataires de services et de spécialistes chevronnés issus de la société civile et du secteur privé. Les partenariats offrent par ailleurs un bon moyen de faire connaître les problèmes du développement dans les milieux politiques et économiques, ainsi qu'au sein de la société.

Outre la collaboration dans le cadre des programmes, les partenariats avec les ONG comprennent des échanges de connaissances et un dialogue sur les politiques de développement. Les partenariats avec le secteur privé visent à en utiliser les ressources et les compétences pour des objectifs de développement et à promouvoir des modèles d'affaires propices au développement.

La DDC verse désormais ses contributions aux programmes des ONG selon une nouvelle procédure d'adjudication. Tous les partenariats ont par ailleurs fait l'objet d'une réévaluation, qui a porté en priorité sur les points suivants: compétences, structure organisationnelle, système de gestion et prestations des organisations. Le contrôle des qualifications et la négociation des contributions ayant été séparés, les négociations peuvent mettre davantage l'accent sur le contenu des programmes. La nouvelle procédure sert de fondement à une collaboration approfondie, qui renforce la contribution de la société civile à la réduction de la pauvreté et à l'instauration d'une justice sociale, tout en favorisant les processus démocratiques et la préservation des biens publics. La Commission de gestion du Conseil des États considère d'un œil favorable les mesures prises par la DDC afin d'optimiser l'attribution des mandats et la négociation des contributions. Elle estime que ces mesures ont accru l'intelligibilité et la transparence de la procédure.

Dans ses partenariats, le SECO mise sur la continuité. Il a ainsi poursuivi sa collaboration avec les universités suisses sur des questions de finances publiques, de politique économique et de droit commercial. Pour appliquer les mesures destinées à promouvoir les importations en provenance des pays en développement, il a renouvelé le mandat de l'Office suisse d'expansion commerciale (OSEC). Les partenariats public/privé dans le domaine des infrastructures et de la promotion du secteur privé continuent également à faire leurs preuves. |

Aspects organisationnels

La DDC a transféré diverses tâches de conduite aux bureaux de coopération et devrait achever sa réorganisation d'ici à fin 2012. Le SECO a lui aussi continué à optimiser la collaboration entre la centrale et les représentations sur place.

Des cours de formation continue et une collaboration accrue au sein des réseaux thématiques de la DDC ainsi qu'entre les services du DFAE et d'autres unités de l'administration fédérale ont amélioré la qualité des projets et des programmes. Il a également été possible de renforcer l'orientation sur les résultats dans la conception des projets et des programmes de coopération, ainsi que dans l'établissement des rapports annuels des bureaux de coordination. Ces derniers assument désormais la responsabilité du travail opérationnel et de la gestion financière et administrative sur place. Des progrès ont également été enregistrés dans la gestion interne des risques.

La présence de la Suisse sur place a été renforcée et la répartition des tâches entre la centrale et les bureaux de coordination s'est poursuivie. À l'avenir, l'orientation sur les résultats occupera le premier plan dans le développement institutionnel des partenaires de projet.

Les prestations externes seront attribuées plus souvent au terme d'une procédure d'adjudication en règle. Afin d'accroître la transparence et la compétitivité, même les mandats de 20 000 à 150 000 francs, qui ne doivent pas obligatoirement faire l'objet d'un appel d'offres, paraîtront sur Internet.

Au cours d'une visite de service à la DDC en octobre 2011, la Sous-commission DFAE/DDPS de la Commission de gestion du Conseil national s'est informée des progrès de la réorganisation et des résultats engrangés jusqu'alors.

Les postes à la tête des domaines Coopération régionale, Coopération globale et Aide humanitaire et CSA ont été repourvus.

Se fondant sur les stratégies de coopération économique adoptées par le Conseil fédéral en 2009, le SECO a poursuivi la consolidation de son portefeuille de projets dans ses sept pays prioritaires du Sud (Ghana, Egypte, Afrique du Sud, Pérou, Colombie, Viet Nam et Indonésie). Cette consolidation a notamment mis l'accent sur une évaluation rigoureuse des programmes. En Egypte et en Tunisie, le SECO a augmenté les effectifs de son personnel. Pour renforcer une gestion axée sur les résultats, un guide définissant la répartition des tâches et des responsabilités entre la centrale et les représentations locales au Sud et à l'Est a été établi. |

**Fragile**

Les photos choisies pour illustrer le rapport annuel 2011 mettent en scène des personnes dans des contextes fragiles: des vies marquées par l'incertitude, des équilibres menacés. Elles offrent en même temps une image concrète de la situation politique actuelle dans de nombreux pays en développement. Et elles montrent que le quotidien reprend – et doit reprendre – ses droits, même lorsque tout vacille. Seul l'avenir dira si les rêves et l'engagement de tant d'individus – qu'il s'agisse des personnes directement concernées ou des intervenants extérieurs – feront naître une force commune capable de vaincre la fragilité de ces pays.

Impressum

Editeurs:
Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC
Freiburgstrasse 130
3003 Berne
Téléphone +41 31 324 44 12
www.ddc.admin.ch
info@deza.admin.ch

Département fédéral de l'économie DFE
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO
Holzikofenweg 36
3003 Berne
Téléphone +41 31 324 09 10
www.seco-cooperation.admin.ch
info@seco-cooperation.ch

Rédaction/Coordination/Statistiques:
Etat-major de direction DDC
SECO Coopération

Graphisme/Conception:
Bruno Caderas, Zurich
www.caderas.ch

Photos:
Couverture Antonio Bolfo/Getty Images
Page 8 Adam Ferguson/VII
Page 10 Fernando Molerres/Panos
Page 16 Seamus Murphy/VII
Page 20 Gopal Chitrakar
Page 26 Antonio Bolfo/Getty Images
Page 30 3rd Eye Photojournalism Center/Basir Seerat
Page 37 Peter DiCampo/VII Mentor Program
Page 41 Samuel Aranda/Corbis

Photos de projets:
Page 14 DDC
Page 15 DDC/Troisi Del Medico, Hammam Amro
Page 19 SECO
Page 24 DDC, SECO
Page 29 SECO, DDC
Page 34 DDC, SECO
Page 36 UNICEF
Page 40 DDC/Urs Heierli

Imprimerie:
Werner Druck AG
4001 Bâle

Ce rapport annuel est disponible en français,
allemand, anglais et italien.
D'autres exemplaires peuvent être commandés à
info@deza.admin.ch, ou
téléphone +41 31 322 44 12

Berne 2012

Statistiques 2011

Coopération internationale de la Suisse



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Ce dépliant se compose de deux parties:

- Les statistiques de l'aide publique au développement (APD) de la Suisse
- L'utilisation des fonds consacrés à la coopération internationale par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Secrétariat d'Etat à l'économie, Coopération et Développement économiques (SECO)

Aide publique au développement (APD): quelques explications

- L'aide publique au développement (APD) est définie sur le plan international comme l'ensemble des flux financiers accordés aux pays et territoires en développement (actuellement 148) et aux organisations multilatérales actives dans le domaine du développement: (i) par le secteur public; (ii) dans le but principal de faciliter le développement économique et d'améliorer les conditions de vie; (iii) à des conditions de faveur.
- La comparaison des performances des pays donateurs est effectuée sur la base du pourcentage de l'APD nette par rapport au **revenu national brut (RNB)**.
- Pour assurer la comparabilité et la transparence des prestations d'APD de ses 23 pays membres, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a établi des directives statistiques qui définissent les activités et les contributions pouvant être déclarées comme APD. Ces directives sont périodiquement mises à jour.
- Le résultat de l'**APD de la Suisse** provient principalement des budgets de la DDC et du SECO, les deux organes chargés de l'exécution de la loi fédérale sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales et de la loi fédérale sur la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est. D'autres offices fédéraux ainsi que 25 cantons et quelque 200 communes participent également à la coopération internationale de la Suisse. Conformément aux règles de notification du CAD, la Suisse déclare également depuis plusieurs années les remises de dette bilatérales (négociées dans le cadre du Club de Paris) et les coûts d'accueil pendant la première année de séjour en Suisse des requérants d'asile provenant de pays en développement.

Remarques techniques

- Les dépenses annuelles de la DDC et du SECO, telles qu'elles figurent dans le Compte d'Etat, ne sont pas automatiquement reprises dans les statistiques de l'APD. Certains ajustements statistiques doivent être effectués pour répondre aux directives internationales (exclusion des versements à des pays et des organisations ne faisant pas partie de la liste des pays en développement, mode de notification différent de certaines contributions multilatérales).
- N'étant pas comptabilisée comme APD, l'utilisation de la contribution de la DDC et du SECO à l'élargissement de l'Union européenne (UE) n'est pas montrée en détail dans ce dépliant (voir www.contribution-elargissement.admin.ch).

Signes utilisés

- | | | | |
|-----|----------------------------------|---|------------------------|
| 0.0 | = montant inférieur à 50 000 fr. | p | = chiffres provisoires |
| – | = montant nul | r | = chiffres révisés |
| .. | = non disponible | | |

Des données plus détaillées sont publiées dans la brochure statistique annuelle de la DDC «Aide au développement de la Suisse» et sur les sites Internet de la DDC et du SECO.
www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/La_DDC/Chiffres_et_faits
www.seco-cooperation.admin.ch

Aide publique au développement (APD) de la Suisse

Pages 4–15

Dépenses DDC/SECO

Pages 17–31

Tableau 1

Evolution de l'aide publique au développement (APD) et des dons privés des ONG de la Suisse 1960–2011 (mio fr.)

	1960	1970	1980	1990
APD	15.1	130.0	423.1	1041.4
Confédération	15.1	126.4	416.7	1025.6
Cantons et communes ^a	..	3.6	6.4	15.8
Revenu national brut (RNB) ^b	37 066	92 570	177 270	326 102
APD en % du RNB	0.04%	0.14%	0.24%	0.32%
APD en % des dépenses de la Confédération	0.56%	1.63%	2.38%	3.29%
APD en % des dépenses publiques ^c	0.23%	0.64%	0.90%	1.20%
Dons privés des ONG	..	50.8	106.6	148.6
Dons privés des ONG en % du RNB	..	0.05%	0.06%	0.05%

a Données estimées pour 2011.

b RNB dès 1995, PNB pour les années précédentes.

Chiffres définitifs jusqu'en 2008 et provisoires pour 2009–2010 (Office fédéral de la statistique, sept. 2011) et estimation de l'Administration fédérale des finances pour 2011 (janvier 2012).

c Dépenses des administrations publiques, après suppression des doubles comptabilisations (OFS/AFF).

2000	2007	2008	2009	2010 ^r	2011 ^p
1510.9	2021.5	2234.0	2503.9	2398.0	2736.0
1488.6	1982.4	2191.3	2460.0	2350.4	2684.0
22.3	39.1	42.7	43.9	47.6	52.0
450 327	526 226	508 576	554 993	593 037	601 253
0.34%	0.38%	0.44%	0.45%	0.40%	0.46%
3.21%	3.75%	3.95%	4.30%	4.05%	—
1.23%	1.38%	1.49%	1.71%	1.60%	—
272.0	424.7	436.4	380.9	431.6	—
0.06%	0.08%	0.09%	0.07%	0.07%	—

Voir séries historiques:

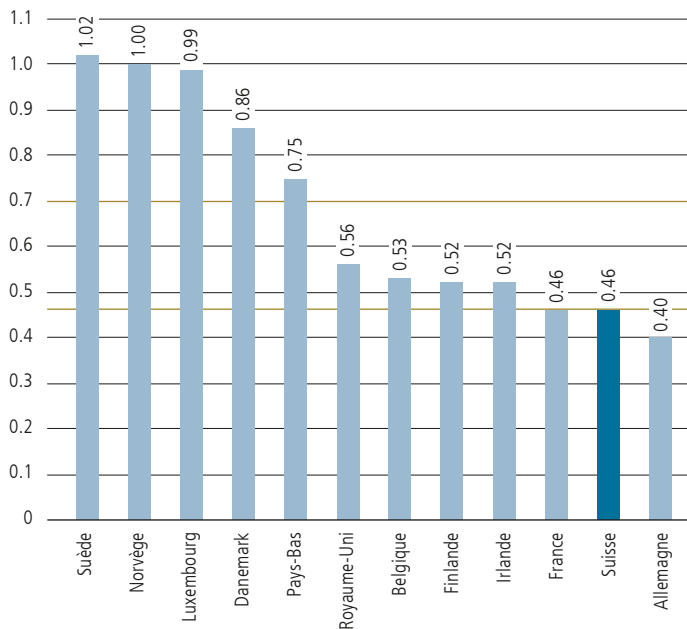
www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/La_DDC/Chiffres_et_faits/APD/Evolution_APD

Après un recul en 2010, l'aide publique au développement (APD) de la Suisse a progressé de 13.2% en termes réels en 2011. Cette augmentation est due principalement aux moyens supplémentaires octroyés à la DDC et au SECO suite à la décision du Parlement de relever progressivement l'APD pour atteindre l'objectif de 0.5% d'ici 2015. Les coûts liés à l'accueil des requérants d'asile en Suisse et un montant plus élevé pour les remises de dettes ont également contribué à la croissance de l'APD.

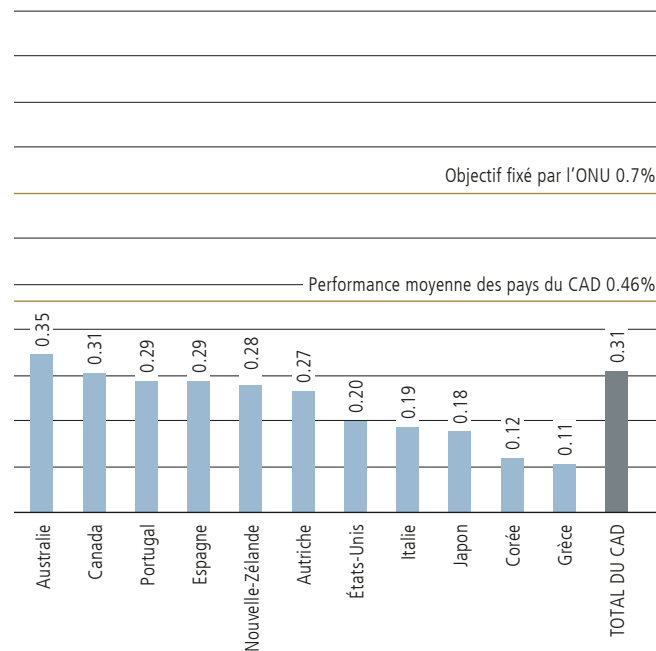
En 2011 la part de l'APD dans le revenu national brut (RNB) s'est située pour la première fois à 0.46%.

Graphique 1

La Suisse en comparaison internationale 2011 (APD en % du RNB)



Données provisoires pour tous les pays du CAD publiées par l'OCDE/CAD le 4 avril 2012.



En 2011, selon les données provisoires du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, l'APD en provenance des 23 pays membres a reculé, pour la première fois depuis plus d'une décennie (−2.7% en termes réels). En volume l'APD s'est élevée à 133.5 milliards USD. La performance moyenne des pays du CAD a chuté de 0.49% en 2010 à 0.46% en 2011. Cinq pays ont dépassé l'objectif de 0.7% fixé en 1970 par les Nations Unies et quatre autres se situent au-dessus de la moyenne du CAD. Avec son ratio APD/RNB de 0.46%, la Suisse a avancé d'un rang dans le classement (11^e place en 2011).

Tableau 2

**Aide publique au développement (APD)
de la Suisse 2010–2011 (mio fr.)**

Confédération
Direction du développement et de la coopération (DDC)
Aide humanitaire
Coopération au développement
Coopération avec l'Est et la CEI
Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)
Coopération au développement
Coopération avec l'Est et la CEI
Remises de dette (Club de Paris)
Office fédéral des migrations (ODM)
Aide au retour
Assistance aux requérants d'asile en Suisse
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Gestion civile des conflits et droits de l'homme
Autres contributions
Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)
Actions de promotion de la paix et de la sécurité
Equiperment à des fins humanitaires
Office fédéral de l'environnement (OFEV)
dont: Contributions à des organisations internationales
Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER)
dont: Bourses à des étudiants étrangers en Suisse
Autres offices fédéraux
Cantons et communes^a
Total
APD en % du revenu national brut (RNB)

a Données estimées pour 2011.

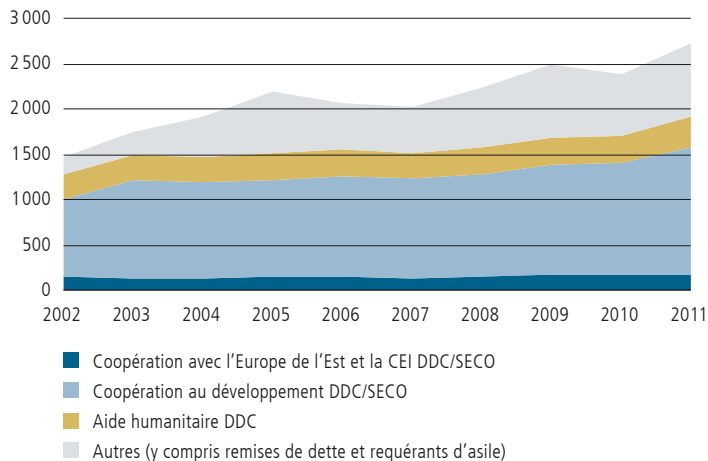
Malgré les moyens supplémentaires mis à la disposition de la DDC et du SECO, leur part dans l'APD ne s'est pratiquement pas modifiée en 2011 (70%). Les coûts pour l'assistance aux requérants d'asile en provenance de pays en développement durant leur première année de séjour en Suisse ont encore augmenté (17% de l'APD), le montant des remises de dette a doublé par rapport à 2010.

2011 ^p			2010 ^r		
APD bilatérale	APD multi-latérale	Total APD	APD bilatérale	APD multi-latérale	Total APD
2 064.8	619.3	2 684.0	1 737.8	612.6	2 350.4
1 099.8	539.5	1 639.4	974.2	522.0	1 496.2
301.4	33.3	334.8	278.6	31.7	310.3
693.3	505.6	1 198.9	588.9	490.3	1 079.2
105.1	0.6	105.7	106.6	–	106.6
338.9	4.4	343.3	242.2	4.7	246.9
210.0	4.4	214.4	151.5	4.7	156.2
59.9	–	59.9	59.1	–	59.1
69.0	–	69.0	31.6	–	31.6
489.3	–	489.3	395.5	–	395.5
12.5	–	12.5	14.4	–	14.4
476.8	–	476.8	381.1	–	381.1
75.4	28.5	103.9	66.9	30.8	97.7
62.3	11.8	74.1	60.3	12.9	73.3
13.1	16.7	29.9	6.6	17.8	24.4
41.9	–	41.9	41.3	7.6	48.9
41.9	–	41.9	41.2	7.6	48.8
–	–	–	0.1	–	0.1
6.6	35.5	42.1	6.2	36.0	42.2
6.6	35.5	42.1	6.1	36.0	42.1
7.0	0.5	7.5	6.6	0.6	7.1
7.0	–	7.0	6.6	–	6.6
5.8	10.8	16.6	4.9	11.0	15.9
52.0	–	52.0	47.6	–	47.6
2 116.8	619.3	2 736.0	1 785.4	612.6	2 398.0
		0.46%			0.40%

Restée stable pendant plusieurs années, la proportion entre l'APD bilatérale (75%) et l'APD multilatérale (25%) s'est modifiée en 2011 en faveur des contributions bilatérales (77%).

Graphique 2

APD de la Suisse par catégorie d'aide 2002–2011 (mio. fr.)

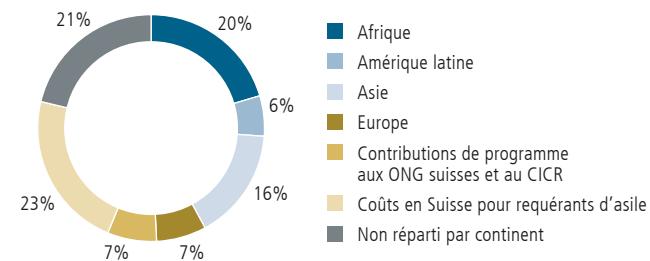


Les ajustements statistiques appliqués dès 2003 (comptabilisation des remises de dette et des coûts pour les requérants d'asile) ont eu pour effet d'accélérer la croissance de l'APD et d'en modifier durablement la part des catégories d'aide dans l'APD :

- La coopération au développement de la DDC et du SECO avec les pays du Sud a passé de 60% au début des années 2000 à 52% en 2011.
- La part de l'aide humanitaire dans l'APD a diminué de 18% à 12% au cours de la dernière décennie.
- La coopération avec l'Est de la DDC et du SECO s'est légèrement réduite pour occuper 6% du total.
- Les contributions provenant d'autres offices fédéraux, des cantons et communes, les remises de dette et les coûts pour les requérants d'asile, ont représenté 30% du total en 2011 (13% en 2000).

Graphique 3

Répartition de l'APD bilatérale par continent 2011



L'APD bilatérale de la Suisse continue à être consacrée en priorité aux pays et régions à faible revenu. Elle s'est concentrée en Afrique et en Asie (36% de l'APD bilatérale en 2011). Les pays en développement et en transition d'Amérique latine et d'Europe ont absorbé ensemble 13% de l'APD bilatérale.

Les montants non répartis par continent regroupent les contributions de programme de la DDC à des ONG suisses et au CICR (7%); les frais d'assistance aux requérants d'asile (23%); ainsi que des contributions à des instituts de recherche ou de formation, des mandats pour des conseils thématiques et les coûts de fonctionnement et la logistique en Suisse (21%).

Tableau 3

**Répartition géographique de l'APD bilatérale
par continents et pays 2010–2011 (mio fr.)**

	2011	2010
Afrique	436.1	356.4
Togo	^a 65.8	1.8
Mozambique	25.5	30.6
Burkina Faso	24.0	29.4
Tanzanie	23.3	19.9
Mali	20.1	19.3
Somalie	19.8	9.3
Niger	15.8	19.5
Ghana	14.9	14.3
Soudan	14.1	17.7
Burundi	13.3	12.6
Zimbabwe	11.8	7.3
Tchad	10.7	15.6
Congo (Rép. dém.)	10.4	6.8
Libéria	^a 10.2	4.9
Egypte	10.2	6.6
Tunisie	9.6	1.0
Kenya	8.8	4.8
Bénin	8.6	13.8
Ethiopie	7.8	6.5
Soudan du Sud	6.2	–
Côte d'Ivoire	6.1	2.7
Afrique du Sud	6.1	7.8
Autres pays	28.1	^a 65.9
Projets régionaux et non réparti par pays	64.9	38.3
Amérique latine	122.6	158.8
Bolivie	23.4	22.5
Pérou	16.9	22.3
Nicaragua	16.7	15.6
Colombie	14.2	15.4
Haïti	13.9	24.0
Honduras	7.5	6.6
Autres pays	6.5	22.5
Projets régionaux et non réparti par pays	23.5	29.9

	2011	2010
Asie	338.7	338.6
Népal	31.2	29.1
Bangladesh	26.4	22.0
Gaza et Cisjordanie	22.2	22.0
Afghanistan	20.2	18.4
Kirghizistan	19.8	18.4
Laos	19.5	17.1
Viet Nam	18.0	26.9
Pakistan	16.6	24.7
Mongolie	13.4	11.8
Tadjikistan	12.4	14.4
Sri Lanka	9.2	10.4
Myanmar	8.9	6.5
Indonésie	8.7	5.2
Chine	8.7	8.5
Corée du Nord	8.4	8.6
Géorgie	8.3	6.8
Inde	7.5	10.9
Yémen	6.3	4.3
Liban	5.8	6.9
Azerbaïdjan	5.2	4.1
Autres pays	26.2	24.1
Projets régionaux et non réparti par pays	35.7	37.6
Europe	154.6	157.6
Kosovo	51.9	55.2
Bosnie-Herzégovine	23.5	20.1
Serbie	13.3	12.4
Albanie	10.8	14.8
Ukraine	10.1	16.1
Moldavie	7.3	9.0
Macédoine	6.7	10.9
Autres pays	0.5	1.2
Projets régionaux et non réparti par pays	30.3	17.8
Non réparti par continent	1064.9	774.1
Total	2116.8	1785.4

a Y compris remises de dette bilatérales négociées dans le cadre des accords du Club de Paris.

Voir détails:

www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/La_DDC/Chiffres_et_faits/APD/APD_bilatérale

Tableau 4

**APD multilatérale de la Suisse par organisations
2010–2011 (mio fr.)**

	2011	2010
Organisations des Nations Unies	174.3	175.8
Programme de l'ONU pour le développement (PNUD)	54.0	54.0
Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF)	20.0	20.0
Fonds de l'ONU pour la population (FNUAP)	14.0	14.0
Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR)	13.0	11.7
Office de secours et de travaux de l'ONU pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)	13.0	11.3
Fonds international de développement agricole (FIDA)	7.0	7.1
Programmes spéciaux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ^a	5.5	5.5
Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF)	5.5	5.0
Programme de l'ONU sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)	5.0	5.0
Programme pour l'environnement (PNUE)	4.0	4.0
Programme alimentaire mondial (PAM)	2.5	2.0
Organisations de l'ONU, contributions comptabilisées en partie dans l'APD ^b	24.1	26.3
Autres organisations des Nations Unies	6.6	10.0
Institutions financières internationales	361.1	353.8
Fonds africain de développement (FAfD) ^c	52.4	58.1
Association internationale de développement (AID/IDA) ^c	318.1	282.4
Autres fonds et banques de développement	11.7	13.3
Banque interaméricaine de développement (BID) – restitution de fonds ^d	– 21.2	–
Autres organisations internationales	83.9	82.9
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	29.2	29.5
Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)	14.0	13.5
Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève (DCAF)	10.0	8.0
Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme	8.0	7.0
Centre international de déminage humanitaire – Genève (GICHD)	7.3	7.6
Organisation internationale de la Francophonie (OIF)	5.2	5.2
Autres institutions	10.3	12.2
Total APD multilatérale	619.3	612.6

a Sans la contribution générale à l'OMS, qui est comptabilisée en partie (voir note b).

b Pourcentages appliqués selon les directives CAD.

c Y compris initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM).

d Remboursement extraordinaire de la BID suite à l'évolution du taux de change.

Voir détails:

www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/La_DDC/Chiffres_et_faits/APD/APD_multilaterale

L'APD multilatérale comprend les contributions générales versées par la DDC et par d'autres offices fédéraux à des organismes de développement internationaux.

Les contributions aux organisations non gouvernementales internationales (y compris le CICR) sont incluses dans l'APD bilatérale.

En 2011, la coopération multilatérale s'est concentrée, comme pour les années précédentes, sur les institutions financières internationales (IFI) (58%). Les agences du système des Nations unies et les autres institutions internationales ont absorbé 28%, respectivement 14% de l'APD multilatérale. En 2011, un montant extraordinaire de 21 mio CHF a été restitué à la Suisse par l'IDB suite à la conversion d'anciennes contributions (en francs suisses) en dollars US.

La comptabilisation dans l'APD des contributions aux IFI, conformément aux directives internationales, se fait au moment du dépôt des «notes» (billets à ordre) et non du paiement; ceci explique les variations d'une année à l'autre ainsi que les différences par rapport aux résultats du Compte d'Etat.

$4 = 8 - 8 + 2$



bonjour
je m'appelle Jaïfathi

Dépenses
DDC/SECO

Tableau 5

Vue d'ensemble des dépenses de la DDC et du SECO 2007 – 2011 (mio fr.)

Dépenses totales de la DDC ^a	
Aide humanitaire	
Coopération au développement	
Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI	
Contribution à l'élargissement de l'UE	
Dépenses totales du SECO Coopération et Développement économiques ^b	
Coopération au développement	
Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI	
Contribution à l'élargissement de l'UE	

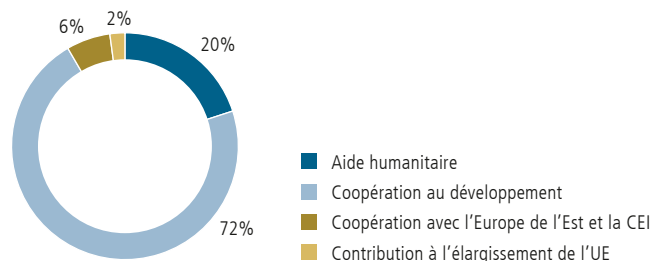
a Remboursement extraordinaire de la Banque interaméricaine de développement (BID) non compris.

b Réinvestissements SIFEM (Swiss Investment Fund for Emerging Markets) non compris.

2007	2008	2009	2010	2011
1343.1	1397.6	1452.9	1507.0	1681.8
287.1	302.9	303.7	314.9	336.1
959.3	990.0	1038.5	1066.9	1204.4
96.5	102.6	102.8	106.7	105.4
0.2	2.1	7.9	18.5	35.9
202.6	214.7	273.4	238.4	268.4
149.9	153.1	159.8	161.2	194.6
52.4	59.2	57.8	59.6	60.0
0.3	2.4	55.8	17.6	13.8

Graphique 4.1

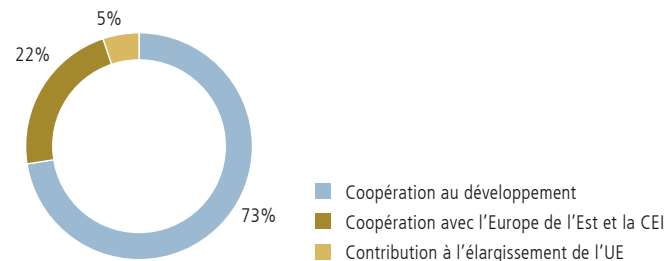
Dépenses DDC 2011: 1 681.8 mio fr.



Le tableau et le graphique ci-dessus reproduisent les résultats financiers pour la DDC tels qu'ils apparaissent dans le Compte d'Etat.

Graphique 4.2

Dépenses SECO 2011: 268.4 mio fr.



Le tableau et le graphique ci-dessus reproduisent les résultats financiers pour le SECO tels qu'ils apparaissent dans le Compte d'Etat.

Tableau 6

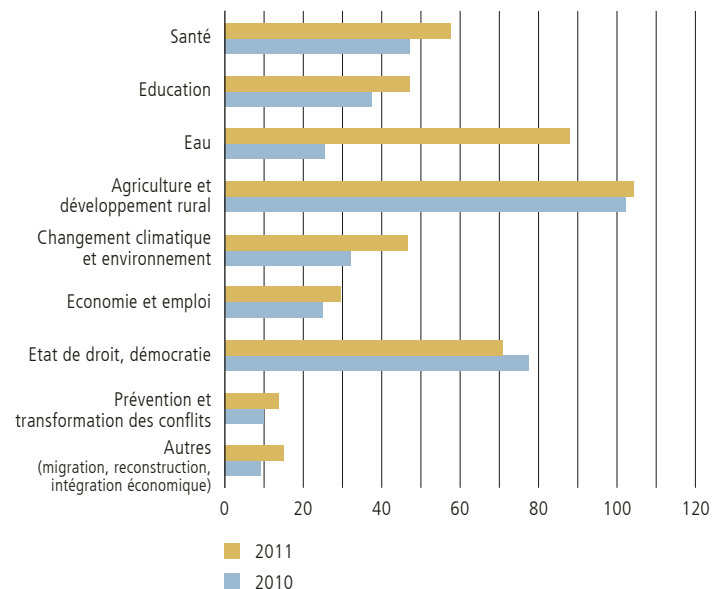
DDC Coopération au développement par pays et régions prioritaires 2010–2011 (mio fr.)

	2011	2010
Pays et régions prioritaires	269.6	234.1
Viet Nam/Mékong	35.2	26.2
Nicaragua/Amérique centrale	33.2	25.0
Népal	29.7	25.7
Bangladesh	24.7	18.2
Bolivie	22.3	17.8
Tanzanie	20.9	14.6
Mozambique	19.7	19.9
Mali	18.1	14.7
Burkina Faso	14.4	13.8
Niger	13.9	13.2
Pakistan	9.2	11.2
Bénin	8.5	11.5
Pérou	8.4	10.4
Tchad	8.2	10.2
Bhoutan	3.1	1.5
Programmes spéciaux	81.8	67.0
Afrique du Sud/Afrique australe	24.5	18.9
Rwanda/Grands Lacs	21.0	12.9
Afghanistan/Hindou Kouch	17.0	14.7
Mongolie	13.3	11.7
Cuba	3.2	5.2
Corée du Nord	2.8	3.7
Autres activités	352.8	288.1
Afrique du Nord et Proche- et Moyen-Orient ^a	29.7	14.5
Autres pays et régions ^b	74.4	50.3
Contributions de programme aux ONG	68.6	64.8
Mandats thématiques et coûts de fonctionnement	180.2	158.5
Coopération au développement bilatérale	704.2	589.3
Coopération au développement multilatérale	500.1	477.6
Total	1204.4	1066.9

a Sans la contribution générale à l'UNRWA de 3.0 mio fr. en 2011 (1.3 mio fr. en 2010), comptabilisée sous «coopération au développement multilatérale» et répartie comme suit: Gaza et Cisjordanie, 1.6 mio fr. (0.7 mio fr.); Jordanie, Liban et Syrie, 1.4 mio fr. (0.6 mio fr.).

b Y compris l'Inde qui n'est plus un pays prioritaire à partir de 2011.

Graphique 5

DDC Coopération au développement bilatérale par thèmes 2010–2011 (mio fr.)

Voir informations détaillées:

www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/Themes

Ce graphique reproduit l'allocation des ressources selon les 11 thèmes de spécialisation dans lesquels la DDC concentre ses activités de coopération au développement en 2011.

En 2011, les domaines de l'eau et du changement climatique ont bénéficié des ressources additionnelles octroyées à la DDC en vue de rapprocher l'APD graduellement de l'objectif 0.5%.

Tableau 7

SECO Coopération au développement par pays et programmes prioritaires 2010–2011 (mio fr.)

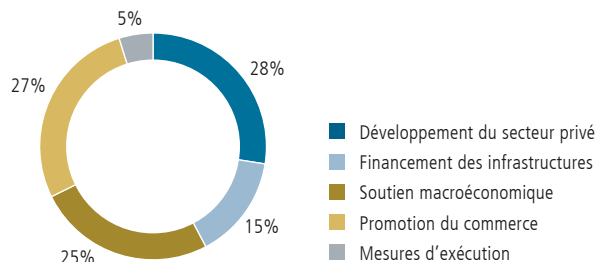
	2011	2010
Pays et programmes prioritaires	55.5	56.8
Ghana	14.3	13.8
Viet Nam	10.7	18.2
Indonésie	10.4	5.6
Pérou	7.5	8.4
Egypte	6.3	5.5
Colombie	4.0	2.6
Afrique du Sud	2.3	2.7
Autres mesures	139.1	104.4
Programmes globaux/régionaux et autres pays, diverses contributions ^a	131.9	98.1
Coûts de fonctionnement non répartis par pays	7.2	6.3
Total	194.6	161.2

a D'importants programmes complémentaires aux mesures de la DDC dans ses pays prioritaires que sont le Burkina Faso et le Mozambique ont été réalisés.

Voir informations détaillées par pays: www.seco-cooperation.admin.ch/laender

Graphique 6

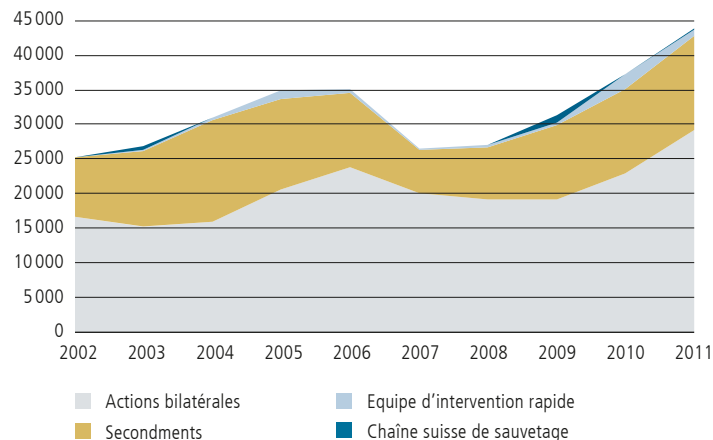
SECO Coopération au développement par instruments 2011



Voir informations détaillées: www.seco-cooperation.admin.ch/themen

Graphique 7

Aide humanitaire / Corps suisse d'aide humanitaire (CSA): Jours de mission à l'étranger 2002–2011



Graphique 8

Aide humanitaire par tâches stratégiques 2009–2011

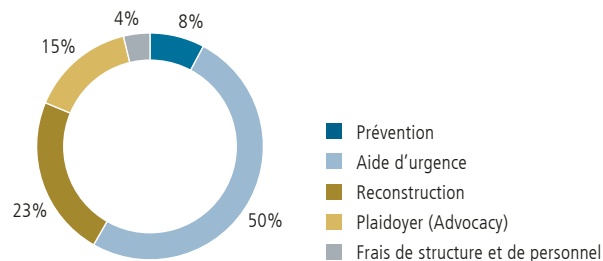


Tableau 8

**DDC Aide humanitaire par pays et régions d'intervention
2010–2011 (mio fr.)**

	2011	2010
Afrique	101.6	72.5
Somalie	18.7	8.2
Soudan	10.4	12.3
Kenya	8.3	3.4
Ethiopie	7.7	4.0
Zimbabwe	6.2	6.4
Côte d'Ivoire	5.6	1.2
Congo (Rép. dém.)	5.2	3.5
Libéria	4.9	3.4
Soudan du Sud	4.3	–
Libye	4.1	0.2
Maroc	3.5	2.5
Burundi	2.8	3.9
Tchad	2.1	3.6
Algérie	2.1	1.0
Centrafricaine, Rép.	1.9	1.0
Burkina Faso	1.6	3.7
Niger	1.3	4.5
Guinée	1.2	1.1
Mali	1.1	1.6
Cap-Vert	1.1	0.7
Autres pays	5.6	4.5
Projets régionaux et non réparti par pays	1.9	1.8
Amérique latine	22.0	28.1
Colombie	8.2	7.0
Haïti	8.0	14.8
Honduras	1.1	0.2
Bolivie	1.0	1.4
Autres pays	2.9	4.1
Projets régionaux et non réparti par pays	0.8	0.7

	2011	2010
Asie	71.1	71.1
Sri Lanka	7.9	7.8
Pakistan	7.3	11.0
Gaza et Cisjordanie ^a	7.3	7.4
Myanmar	5.8	5.3
Corée du Nord	5.6	5.0
Yémen	5.5	4.3
Géorgie	4.9	3.2
Jordanie ^a	4.2	3.6
Afghanistan	3.5	3.1
Liban ^a	3.5	5.4
Iraq	3.4	3.6
Syrie ^a	2.8	2.0
Thaïlande	1.7	1.8
Bangladesh	1.7	1.6
Autres pays	4.1	4.8
Projets régionaux et non réparti par pays	1.9	1.2
Europe	0.8	5.8
Autres activités, non réparties géographiquement	140.6	137.4
Contribution générale au Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	70.0	70.0
Contributions à des organisations internationales	33.5	31.9
Contributions de programme aux ONG	5.9	6.0
Diverses contributions et coûts de fonctionnement	26.4	24.5
Personnel de structure	4.8	5.0
Total	336.1	314.9

a Sans la contribution générale à l'UNRWA, d'un montant total de 10 mio fr. par année, comptabilisée sous «contributions à des organisations internationales» et répartie comme suit: 5.3 mio fr. à Gaza et Cisjordanie, 2.2 mio fr. à la Jordanie, 1.4 mio fr. au Liban et 1.1 mio fr. à la Syrie.

Tableau 9

Partenaires de l'aide humanitaire 2011 (mio fr.)

Organisations des Nations Unies
Programme alimentaire mondial (PAM)
Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR)
Office de secours et de travaux de l'ONU pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)
Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA)
Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF)
Autres organisations des Nations Unies
Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
Interventions bilatérales et coûts administratifs
ONG suisses
Organisations internationales et ONG étrangères
Actions directes du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) et de la Chaîne suisse de sauvetage
Diverses contributions et coûts de fonctionnement
Total aide humanitaire 2011
Total aide humanitaire 2010

a Ce montant comprend 19.5 mio fr. pour les produits laitiers suisses et 13.6 mio fr. pour les céréales.

Contributions générales	Contributions spécifiques	Aide alimentaire	Total
33.0	60.6	24.8	118.4
2.5	15.6	23.9	42.0
13.0	15.5	–	28.5
10.0	4.7	–	14.7
7.0	6.7	–	13.7
–	4.2	–	4.2
0.5	13.9	0.9	15.3
70.0	41.5	–	111.5
0.5	97.4	8.3	106.2
–	16.7	6.1	22.9
0.5	20.6	0.4	21.4
–	23.2	1.8	24.9
–	36.9	0.1	37.0
103.5	199.5	^a33.1	336.1
101.9	179.1	34.0	314.9

Voir détails:

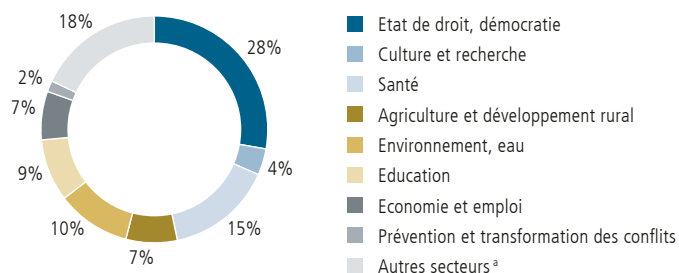
www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/Activites/Aide_Humanitaire/Partenaire

Tableau 10

**DDC Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI
par pays et régions prioritaires 2010–2011 (mio fr.)**

	2011	2010
Pays et régions prioritaires	73.4	73.7
Asie centrale	25.0	22.9
Kosovo	10.2	10.8
Caucase du Sud	9.0	8.8
Bosnie-Herzégovine	8.5	10.1
Serbie	8.0	7.6
Albanie	7.3	8.0
Ukraine	5.4	5.5
Programmes spéciaux DDC	13.2	14.0
Moldavie	7.3	7.7
Macédoine	6.0	6.3
Autres activités	18.8	19.0
Autres pays et régions	8.1	8.8
Contributions de programme aux ONG	4.0	4.0
Contribution à IDEA	0.6	–
Coûts de fonctionnement non répartis par pays	6.1	6.2
Total	105.4	106.7

Graphique 9

**DDC Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI
par secteurs 2011**


a Comprend migration, reconstruction, coûts multisectoriels et coûts de fonctionnement.

Tableau 11

**SECO Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI
par pays et régions prioritaires 2010–2011 (mio fr.)**

	2011	2010
Pays et programmes prioritaires	39.5	42.5
Kirghizistan	10.2	7.8
Bosnie-Herzégovine	8.3	2.7
Serbie	4.7	2.7
Ukraine	4.4	9.6
Albanie	3.3	5.8
Tadjikistan	3.3	5.1
Azerbaïdjan	3.2	1.1
Kosovo	1.6	3.4
Macédoine	0.4	4.3
Divers	20.5	17.0
Programmes régionaux et autres pays	16.3	11.7
Coûts de fonctionnement non répartis par pays	4.2	5.4
Total	60.0	59.6

Voir informations détaillées par pays:
www.seco-cooperation.admin.ch/laender

Graphique 10

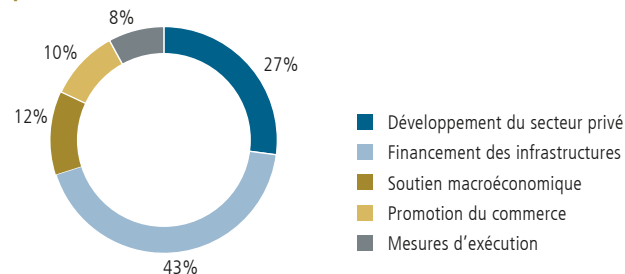
**SECO Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI
par instruments 2011**


Tableau 12

Partenaires de la DDC pour des activités bilatérales 2011 (mio fr.)

ONG suisses
dont:
Helvetas
Intercooperation
Swisscontact
Croix-Rouge suisse
Caritas Suisse
Terre des Hommes, Lausanne
Swissaid
Solidar suisse
Entraide protestante suisse (EPER)
Pain pour le prochain
Fédération genevoise de coopération (FGC)
Fastenopfer
Fondation Village d'enfants Pestalozzi
Interteam
SolidarMed
Médecins Sans Frontières (MSF)
Enfants du Monde
Institutions universitaires et de recherche suisses
Secteur privé suisse
Secteur public suisse
Organisations des Nations Unies, actions multilatérales
Institutions financières internationales, actions multilatérales
Autres organisations étrangères et internationales
dont: Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
Organisations du Sud et de l'Est
Total des partenaires
Actions directes, coûts de fonctionnement
Total 2011
Total 2010

a Contributions générales à des ONG pour des programmes de développement et d'aide humanitaire dans les pays du Sud et de l'Est.

b Contribution de la DDC à l'élargissement de l'UE (35.9 mio fr. en 2011) non comprise.

ONG contrib. progr. ^a	Contributions et mandats spécifiques			Total ^b
	Aide hum.	Coop. au dév.	Coop. Est	
78.5	17.0	99.0	18.1	212.6
10.7	–	26.1	2.5	39.3
–	0.1	24.3	2.4	26.8
4.5	–	11.3	2.1	17.8
4.1	3.7	–	2.5	10.4
5.8	4.2	–	0.1	10.1
6.5	0.5	1.4	0.2	8.6
5.8	–	–	–	5.8
3.1	0.5	2.2	–	5.8
4.7	0.1	–	0.5	5.3
5.3	–	–	–	5.3
4.2	–	–	–	4.2
3.7	–	–	–	3.7
2.7	–	–	–	2.7
2.5	–	–	–	2.5
1.2	0.6	0.6	–	2.5
1.8	0.6	–	–	2.4
1.4	–	0.7	–	2.1
–	0.4	34.0	7.8	42.1
–	1.6	25.8	2.9	30.4
–	0.3	6.6	0.3	7.2
–	85.4	52.1	5.5	143.1
–	0.6	48.4	5.4	54.4
–	126.5	72.0	14.5	213.0
–	111.5	–	0.5	112.0
–	5.4	153.2	27.0	185.6
78.5	237.1	491.2	81.5	888.3
–	59.6	144.5	19.3	223.4
78.5	296.7	635.7	100.8	1111.7
74.8	277.1	524.5	102.7	979.0

Voir tableau détaillé:

www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/La_DDC/Chiffres_et_faits/Depenses_de_la_DDC/Partenaires

Impressum

Editeurs:

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Direction du développement et de la coopération DDC

Freiburgstrasse 130

3003 Berne

Téléphone +41 31 322 44 12

www.ddc.admin.ch

info@deza.admin.ch

Département fédéral de l'économie DFE

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Holzikofenweg 36

3003 Berne

Téléphone +41 31 324 09 10

www.seco-cooperation.admin.ch

info@seco-cooperation.ch

Rédaction/Coordination/Statistiques:

Etat-major de direction DDC

SECO Coopération

Graphisme/Conception:

Bruno Caderas, Zurich

www.caderas.ch

Photos:

Couverture Antonio Bolfo/Getty Images

Pages 16/17 UNICEF

Imprimerie:

Werner Druck AG

4001 Bâle

Le dépliant statistique du rapport annuel est disponible
en français, allemand, anglais et italien.

D'autres exemplaires peuvent être commandés à

info@deza.admin.ch, ou

téléphone +41 31 322 44 12

Berne 2012